

# Diagnostic emploi de la Zone d'emploi de Lille

## Observatoire de l'Intérim et du Recrutement



En partenariat avec :

**FRC**



**dirkom**  
MARKETING & COMMUNICATION EXTERNALISÉS

# Plan du rapport

● **Cadrage territorial : les modalités de fonctionnement de la zone d'emploi**

Page 6

● ● **Dynamique de l'emploi et du chômage**

Page 25

● ● ● **Dynamique de l'emploi intérimaire**

Page 35

● ● ● ● **Perspectives de recrutements pour une relance du marché du travail local**

Page 51



# Préambule

AKTO est le partenaire référent de la branche du travail temporaire en France. Sa mission est de dynamiser l'activité économique et sociale des territoires en sécurisant l'emploi des publics les plus éloignés de l'emploi par le biais d'ingénieries innovantes. Ses publics sont les entreprises et salariés du secteur de l'intérim et les demandeurs d'emploi.

L'Observatoire de l'Intérim et du Recrutement (OIR) est un observatoire qui réalise des études qualitatives et quantitatives touchant à l'emploi intérimaire, aux salariés intérimaires, leurs profils, leurs parcours d'emploi ainsi que des questions touchant à la santé et la sécurité dans la branche du travail temporaire. Centre de ressources pour la branche et ses partenaires, il recense également les données statistiques et textes conventionnels en vigueur dans le secteur.

Le 8 juin 2020, le Ministère du travail et le Haut-commissariat aux compétences ont lancé un appel à projets de soutien aux démarches prospectives emplois/compétences des branches professionnelles, au bénéfice des entreprises et des salariés dans le cadre du Plan d'investissement dans les compétences (PIC). Le comité de sélection a décidé de soutenir le projet porté par AKTO qui confie la mise en œuvre opérationnelle à l'OIR.

AKTO a signé avec le Ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion une convention relative à la mise en œuvre de diagnostics actions territoriaux pour la branche du travail temporaire. AKTO a souhaité confier la réalisation du projet à l'OIR, sous couvert d'un comité de pilotage, composé des membres de la CPNE du travail temporaire, de la DGEFP, de l'OIR et d'AKTO.

C'est dans ce cadre que le présent **diagnostic de la zone d'emploi de Lille** a été réalisé.



# Introduction

Le secteur de l'intérim s'inscrit dans une logique d'ajustement des effectifs et de réactivité face à l'évolution de l'activité des entreprises et au caractère instable de celle-ci. A ce titre, le niveau de recours à l'intérim est un indicateur macro-économique important, annonciateur tant de crise en période de récession et que de reprise économique en phase d'embellie, à l'image de la situation observée durant l'année 2020. Mais l'intérim est aussi devenu au fil du temps un outil et une modalité de gestion des ressources humaines à part entière, dans l'industrie en particulier, où toute embauche durable est conditionnée par un passage en intérim dans une logique de mise en situation et de test ; et, plus largement, par la diversification de son offre de services qui dépasse de manière croissante le seul recours à l'intérim.

Ces fonctions jouées par l'intérim nécessitent néanmoins de disposer d'un vivier permanent de profils et de compétences en capacité de répondre aux commandes des entreprises.

Or, indépendamment de la crise qui nous frappe, le secteur de l'intérim est confronté aux tensions structurelles du marché du travail, à l'évolution rapide du travail, des besoins en compétences et aux exigences croissantes des entreprises en la matière. On observe déjà depuis plusieurs années les difficultés que rencontrent les agences d'emploi dans le maintien d'un vivier satisfaisant en termes de quantité et de qualité et les acteurs du secteur font part des difficultés croissantes qu'ils rencontrent pour renouveler et accroître celui-ci.

Par conséquent, on peut faire l'hypothèse, qu'à l'image des crises précédentes, celle-ci va renforcer les phénomènes de mutations économiques et *a minima* maintenir un haut niveau de tension sur le marché du travail ne facilitant pas l'activité des acteurs du secteur dans un contexte d'accroissement du chômage de longue durée.

Ainsi, on peut mettre en avant 3 grands enjeux visant à maintenir un vivier adapté aux besoins des entreprises tant en quantité qu'en qualité :

- **Une forte exigence en matière de compétences sociales et relationnelles (le savoir-être) souvent privilégiées aux compétences techniques sur les postes peu qualifiées.**
- **Des attendus croissants en matière de compétences douces particulièrement adaptées à l'emploi intérimaire (résolution de problème, gestion du temps, gestion du stress, intelligence émotionnelle, esprit critique, esprit d'équipe, etc.).**
- **Le sourcing et la préparation des publics plus éloignés dans un contexte de développement (désormais ancien) du chômage de longue durée.**

Fort de ce contexte, l'Observatoire de l'Intérim et du recrutement a souhaité réaliser un diagnostic de l'emploi et de l'intérim.



# Introduction

Ce diagnostic a été construit comme un outil d'aide à la décision permettant d'entamer un dialogue constructif entre les acteurs de l'intérim tant au niveau national que local et les acteurs territoriaux de la zone d'emploi de Lille.

L'ambition du document est de proposer une lecture originale et synthétique :

- d'une part, des grandes modalités de fonctionnement socio-économique du territoire afin de qualifier les principaux enjeux territoriaux ;
- et d'autre part, de la dynamique et des caractéristiques de l'emploi et de l'activité intérimaire à l'échelle du territoire afin d'en identifier les principaux enjeux sectoriels.

L'idée est de proposer une vision renouvelée des enjeux du territoire dans un contexte de crise majeure et de les croiser avec ceux de l'intérim de façon à déterminer comment le secteur pourrait être identifié comme un contributeur actif de la relance locale en contribuant par son action à répondre aux enjeux du territoire.

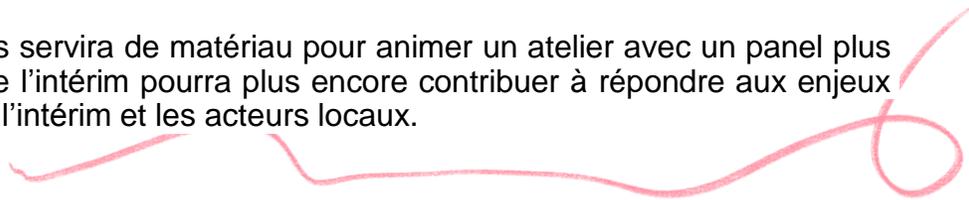
Il s'agit donc ici d'une approche innovante et expérimentale qui cherche à favoriser le déploiement d'une réflexion décentralisée dans les territoires sur le rôle et la fonction clefs de l'intérim dans le fonctionnement des marchés du travail locaux et plus largement dans la dynamique économique des territoires.

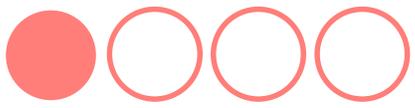
Le diagnostic s'articule autour de 2 volets :

- Un volet analyse de données qui s'appuie sur une multitude de base de données issues tant de la statistique publique (Urssaf, Insee, DGI...) que des acteurs de l'intérim (OIR et Adecco). C'est l'objet du présent rapport ;
- Un volet entretien : une dizaine d'entretien a été réalisée auprès des acteurs du territoire afin de recueillir une information plus qualitative visant à donner de la chaire à notre analyse quantitative et à qualifier des problématiques que nous ne pourrions pas apprécier avec celle-ci. Les résultats de ces investigations sont présentés dans un autre livrable réalisé sous la forme de monographie ;

Le présent document constitue la matrice de capitalisation des éléments quantitatifs produits, recueillis et analysés. Très dense et technique, il n'a pas vocation à être diffusé largement. Un document de synthèse, plus communicant, a été réalisé à cet effet. . Il met notamment en perspective les éléments produits dans l'approche quantitative avec ceux de l'approche qualitative.

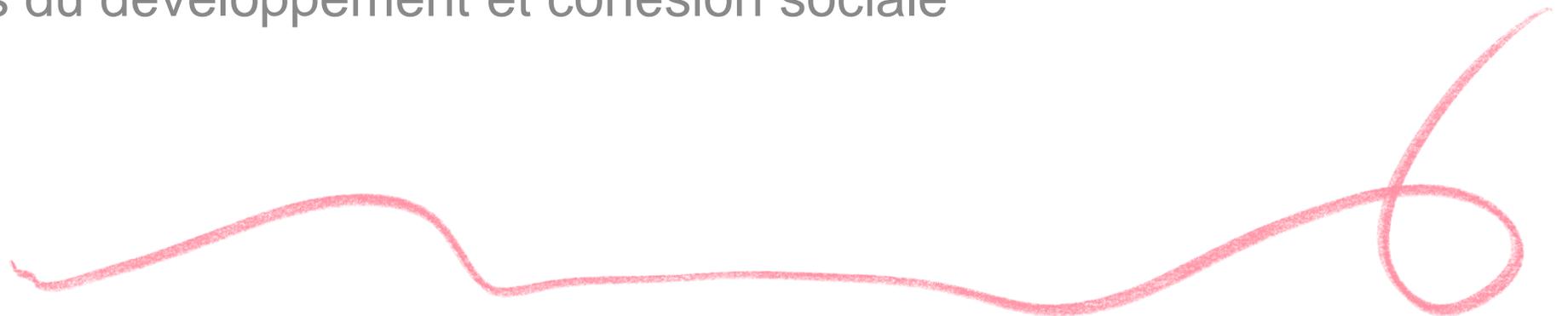
Après avoir été présenté aux acteurs que nous avons rencontrés, l'ensemble des éléments produits servira de matériau pour animer un atelier avec un panel plus vaste d'acteurs du territoire. Cet atelier aura pour objectif de mieux qualifier comment le secteur de l'intérim pourra plus encore contribuer à répondre aux enjeux du territoire et à la relance et ainsi poser les bases d'une collaboration pérenne entre les acteurs de l'intérim et les acteurs locaux.

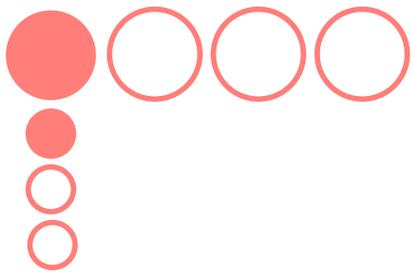




# **Cadrage territorial : les modalités de fonctionnement de la zone d'emploi de Lille**

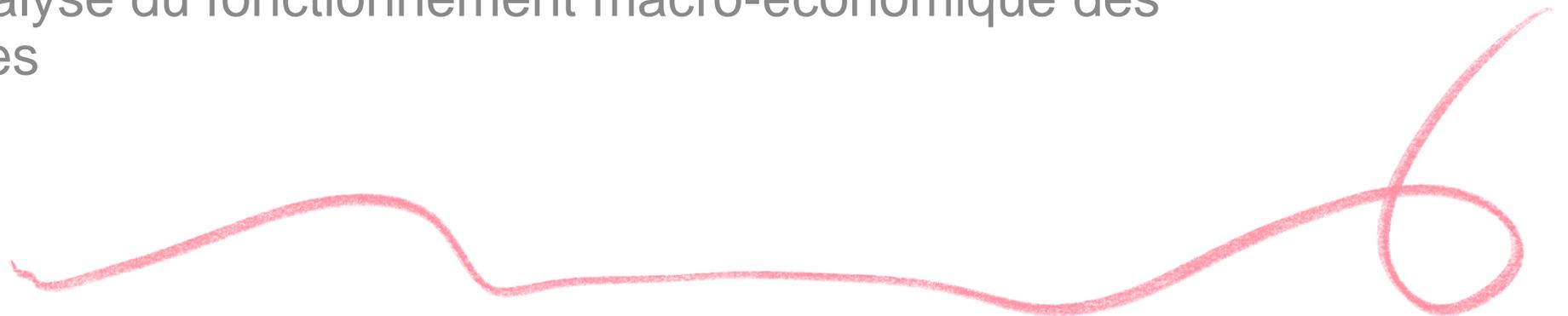
Moteurs du développement et cohésion sociale





# Mobiliser une nouvelle grille d'analyse pour mieux saisir le fonctionnement des territoires

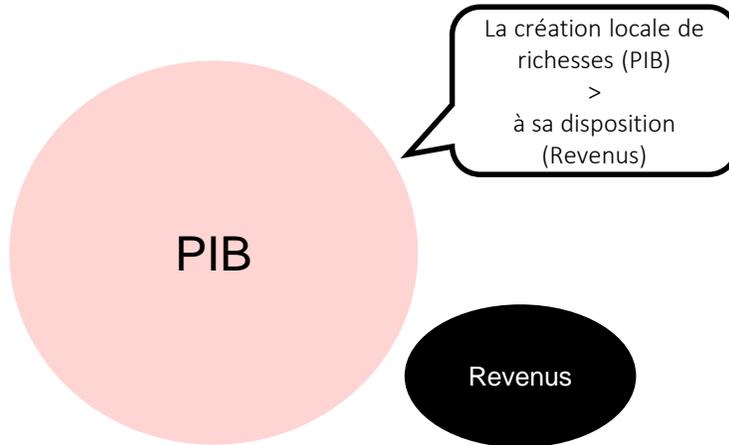
Une analyse du fonctionnement macro-économique des  
territoires



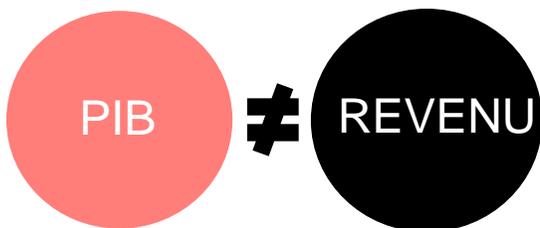
# Moteurs du développement des territoires

## Changer de paradigme

### Conception standard !



### Or au niveau territorial :



### Quand croissance ne signifie pas nécessairement développement !

Depuis une vingtaine d'année, les travaux développés par le chercheur Laurent Davezies puis dans le prolongement Magali Talandier et Olivier Portier ont permis de démontrer que les mécanismes du développement territorial répondaient à des logiques différentes de celles observées au niveau macro-économique. Alors qu'à l'échelle des nations, la variable clef du développement demeure le PIB, c'est-à-dire la création de richesses, au niveau local, c'est le revenu qui demeure la pierre angulaire.

La relation croissance du PIB - croissance de l'emploi - réduction du chômage et de la pauvreté qui s'opère assez mécaniquement à l'échelle des nations n'est pas nécessairement opératoire à des échelles géographiques plus fines. Il est effectivement assez fréquent d'observer des territoires bénéficiant d'une forte croissance de leur PIB et de l'emploi pâtir d'une détérioration manifeste de leur niveau de cohésion sociale. En d'autres termes, au niveau territorial, et pour reprendre le titre d'une étude réalisée par le Laurent Davezies sur le cas francilien, **croissance ne signifie pas nécessairement développement**.

En effet, **le niveau de développement d'un territoire dépend en réalité bien plus de sa capacité à capter de la richesse (revenu) qu'à seulement en produire (PIB)**. Or les modalités de captation du revenu ne se limitent pas à la seule exportation de biens et de services par son système productif compétitif. Mais font aussi appel à de puissants mécanismes redistributifs, tant publics que privés, qui n'ont rien à voir justement avec ses capacités productives. Laurent Davezies a classé ces mécanismes en trois composantes : l'économie résidentielle, l'économie publique et les transferts sociaux.

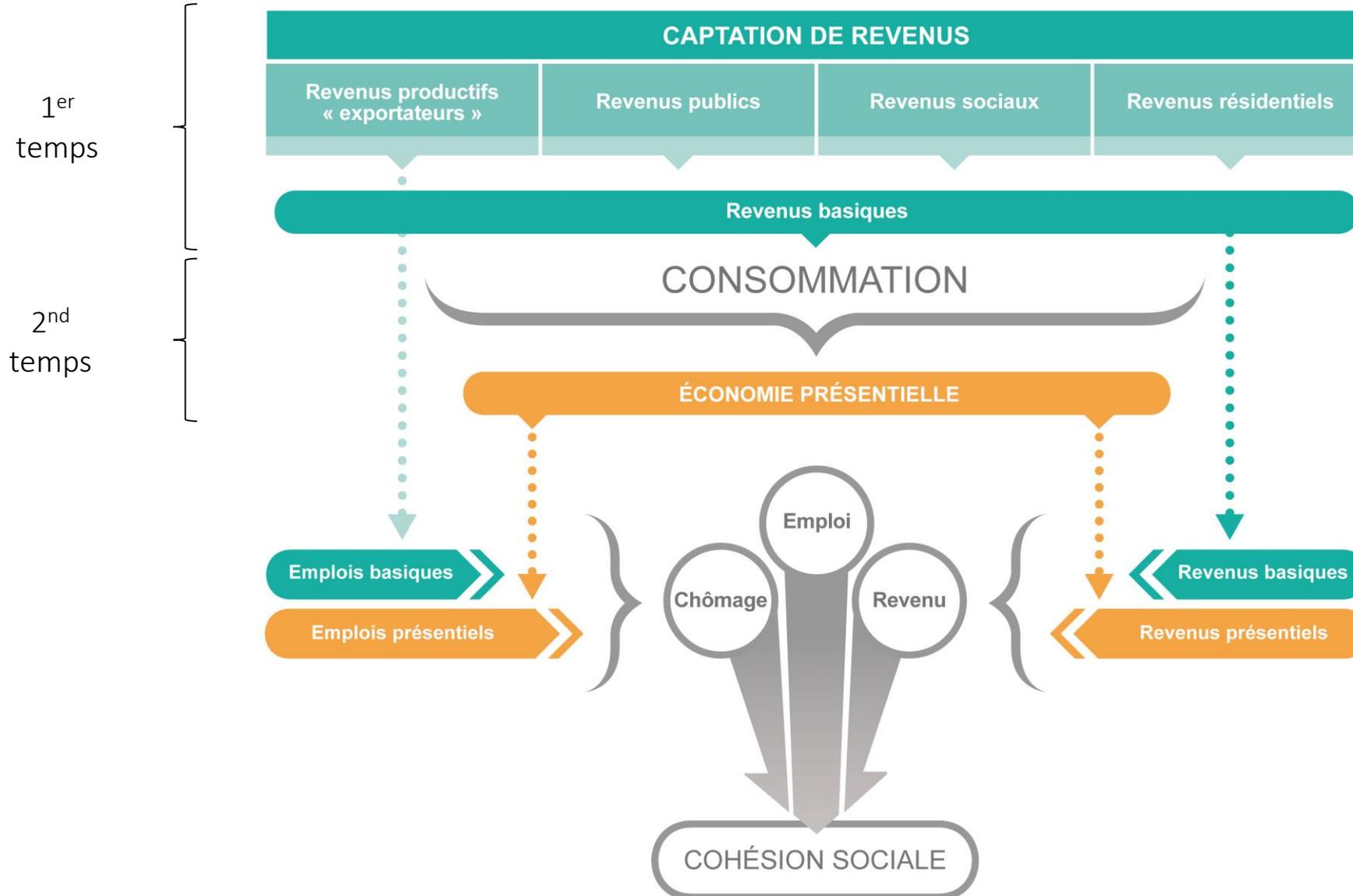
En substance, il convient donc de retenir que le développement des territoires s'opère en deux temps (cf. le schéma ci-dessous). Dans un premier temps, en fonction de leur capacité à **capter des revenus à l'extérieur de leurs "frontières"**. Puis, dans un second temps, en fonction de leur aptitude à **redistribuer ces revenus sous la forme de dépenses de consommation courante dans leur économie locale pour stimuler leur économie présentielle**.

**Définition** : la définition du **développement territorial** retenue renvoie à un processus qualitatif d'amélioration des **conditions de vie** des populations, c'est-à-dire à la fois de leurs conditions sociales (montée en compétences, précarité, chômage, niveau de vie...) et de leur niveau de bien-être, **des conditions de l'activité économique** et de **préservation de la situation environnementale** contemporaine et future.

# Moteurs du développement des territoires

## Changer de paradigme

Une nouvelle représentation du fonctionnement des territoires



# Moteurs du développement des territoires

## Changer de paradigme

Quatre grands types de revenus captés en provenance de l'extérieur ont été identifiés :

- les revenus productifs exportateurs ;
- les revenus publics ;
- les revenus sociaux ;
- les revenus résidentiels.

### Les revenus productifs exportateurs : composante « mondialisée » des économies locales

Les revenus productifs exportateurs se composent des salaires, bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices non commerciaux et agricoles détenus par les actifs qui résident sur un territoire et y travaillent dans des secteurs d'activité "exportateurs", c'est-à-dire qui ont pour vocation de produire des biens et des services vendus à l'extérieur de celui-ci. Le choix de localisation des entreprises de ces secteurs d'activité est généralement plutôt guidé par la nécessité d'améliorer, dans une logique d'optimisation de l'offre, leur capacité de production. La qualité de la main d'œuvre, le coût du foncier et de l'immobilier, la pression fiscale, la densité du tissu industriel local peuvent constituer à ce titre des variables à forte influence. Les entreprises de ces secteurs exposent plus lourdement les territoires aux risques de délocalisation que les entreprises des secteurs d'activité de proximité.

Cette composante des systèmes socio-économiques territoriaux s'apparente à la composante « mondialisée » et la plus compétitive des économies locales. Elle demeure pour cette raison la plus exposée aux aléas économiques conjoncturels et aux mouvements de restructuration. Elle est de surcroît celle qui conditionne l'existence des trois autres types de revenus : sans croissance et création de valeur ajoutée dans les secteurs productifs concurrentiels et exportateurs, c'est effectivement tout l'équilibre du système national de redistribution interterritoriale de richesses qui serait mis en péril.



# Moteurs du développement des territoires

## Changer de paradigme

### Les revenus publics : un amortisseur de choc économique

Les revenus publics se composent des salaires des actifs résidant sur le territoire et travaillant dans les fonctions publiques d'État, Territoriale et Hospitalière. Assez peu sensible aux aléas économiques, les revenus publics constituaient avant la crise des dettes souveraines (2011) un véritable amortisseur de choc pour les territoires en temps de crise. Il semble que depuis cette crise, cette fonction ait été altérée avec la détérioration des finances publiques. La stabilité des revenus publics devrait être largement remise en question dans les années à venir en raison de la volonté affichée par nos gouvernants de réduire la dépense publique avec pour objectif de réduire le poids de la dette (on citera à titre d'exemple les fermetures de caserne qui ont pu avoir un impact significatif sur la trajectoire de développement de certains territoires). Dans l'ensemble, la géographie des revenus publics tend plutôt à suivre celle de la densité de population et demeure relativement homogène.

### Les revenus sociaux : un vecteur implicite de réduction des disparités spatiales

Les revenus sociaux (hors pensions de retraite qui sont intégrées dans les revenus résidentiels) se composent des différents types de prestations sociales (ou transferts sociaux). Sont comptabilisés dans notre approche les transferts versés en espèces à des individus ou à des familles. Ces transferts ont pour vocation de réduire la charge financière que représente la protection contre divers risques. Outre la vieillesse et la survie (intégrée dans les revenus résidentiels), elles sont associées à cinq grandes catégories de risques :

- la santé (prise en charge totale ou partielle de frais liés à la maladie, à l'invalidité, aux accidents du travail et aux maladies professionnelles) ;
- la maternité-famille (prestations liées à la maternité, allocations familiales, aides pour la garde d'enfants) ;
- la perte d'emploi (indemnisation du chômage) et les difficultés d'insertion ou de réinsertion professionnelle ;
- les difficultés de logement (aides au logement) ;
- la pauvreté et l'exclusion sociale (minimas sociaux : revenu minimum d'insertion - RSA, minimum vieillesse, etc.).

Les transferts sociaux assurent une fonction explicite de réduction des inégalités sociales et implicite de réduction des disparités territoriales. En général, mais sans que cela soit strictement mécanique, plus leur part est élevée dans l'ensemble des revenus captés par les territoires, plus cela signifie que les problèmes sociaux rencontrés y sont aigus.



# Moteurs du développement des territoires

## Changer de paradigme

### Les revenus résidentiels : moteurs majeurs des économies locales

Les revenus résidentiels se composent des pensions de retraite, des dépenses touristiques marchandes et non marchandes (liées à la présence de résidents secondaires), des revenus mobiliers et fonciers liés à la présence de leurs titulaires et des revenus dont bénéficient les actifs qui résident sur le territoire mais travaillent ailleurs, appelés revenus « pendulaires » ou « dortoirs » (qui intègrent les revenus transfrontaliers). Le niveau et la dynamique des revenus résidentiels dépendent très largement du niveau d'aménités des territoires (qualité du cadre de vie, ensoleillement, proximité de la mer ou de la montagne...).

Au même titre que les revenus publics, les revenus résidentiels dépendent de puissants mécanismes de redistribution interterritoriaux. Pour les pensions de retraite, il s'agit d'un double mécanisme redistributif à la fois intergénérationnel (conforme à notre système de répartition : les actifs paient pour les « anciens ») et géographique (par exemple, un actif ayant travaillé toute sa vie à Lille et qui s'installe pour sa retraite dans le sud de la France). Pour les dépenses touristiques, il s'agit d'un mécanisme de transfert géographique lié au fait que des individus dépensent à un moment donné dans l'année une partie de leurs revenus sur un territoire où ni ils ne résident, ni ils ne travaillent. Quant aux revenus « pendulaires », ils sont liés aux migrations domicile-travail quotidiennes des actifs qui résident et travaillent sur un territoire différent.



# Moteurs du développement des territoires

## Changer de paradigme

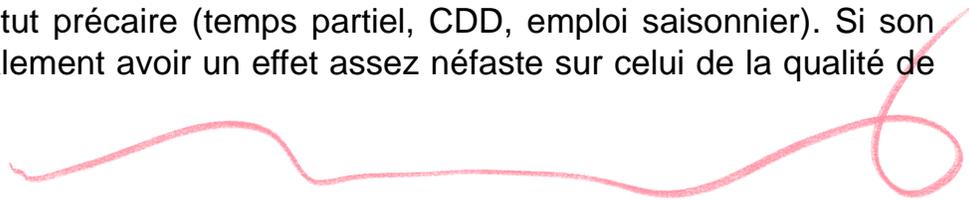
Le second temps du développement des territoires, à savoir la redistribution des revenus dans le circuit économique local sous la forme de dépenses de consommation courante, constitue un moment tout aussi décisif que celui de la captation. Décisif car c'est ce processus qui permet le développement de l'économie présentielle, principale pourvoyeuse d'emplois aujourd'hui dans les territoires (65 % de l'emploi en moyenne).

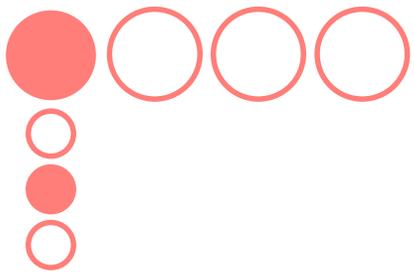
Économie de production au même titre que l'économie productive exportatrice génératrice des revenus du même nom, les secteurs d'activité qui composent l'économie présentielle demeurent relativement peu concurrentiels et exposés aux aléas conjoncturels (les macro-économistes nomment l'économie de proximité le secteur abrité). Tournés exclusivement vers la satisfaction des besoins des populations présentes, ces secteurs d'activité se localisent sur les territoires largement plus pour vendre que pour produire.

Bien que demeurant une véritable économie de production, le niveau de développement de l'économie présentielle dépend préférentiellement de la propension à consommer localement des populations résidentes (actives et inactives) et des populations ponctuelles (touristes et résidents secondaires...), que l'on peut regrouper sous le terme générique de population présente, c'est à dire du niveau de redistribution des différents revenus captés par le territoire en provenance de l'extérieur. On peut ainsi considérer, de manière imagée, que les revenus productifs exportateurs, les revenus publics, résidentiels et sociaux constituent le « carburant » potentiel, car sous réserve qu'ils soient bien dépensés là où ils sont détenus, de l'économie présentiels.

L'économie présentielle présente un certain nombre d'avantages. Moins concentrée géographiquement que les secteurs d'activité productifs exportateurs, ses secteurs d'activité se localisent plutôt en fonction de la densité présentielle et se répartissent de manière relativement homogène sur le territoire national. Peu soumis aux risques de délocalisation, ils exposent moins les territoires à des chocs brutaux de réduction d'emplois. De surcroît, les compétences requises par ses secteurs d'activité font appel à un très large spectre de qualifications (allant du boulanger au médecin en passant par le chauffeur de taxi, l'artisan couvreur ou le pâtissier...). Ils demeurent ainsi beaucoup plus ouverts aux populations peu et pas qualifiées que les secteurs d'activité productifs exportateurs.

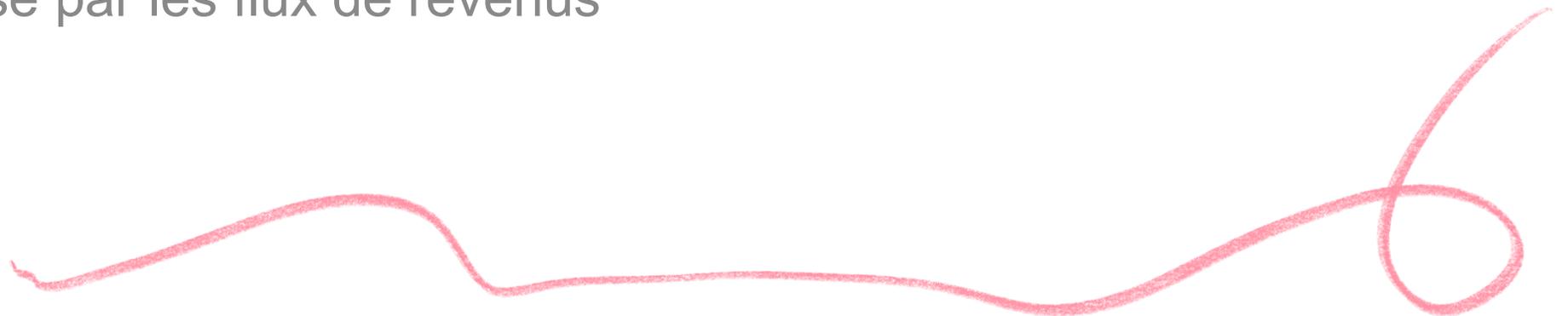
L'économie présentielle ne présente évidemment pas que des vertus. Bien plus que pour les secteurs d'activité exportateurs, les secteurs d'activité qui la composent ont tendance à offrir des emplois à faibles niveaux de rémunération et/ou à statut précaire (temps partiel, CDD, emploi saisonnier). Si son dynamisme peut avoir une influence tout à fait positive sur le niveau de chômage, il peut également avoir un effet assez néfaste sur celui de la qualité de l'emploi et donc le niveau de précarité des actifs.





# Les moteurs du développement du territoire : application au cas de la zone d'emploi de Lille

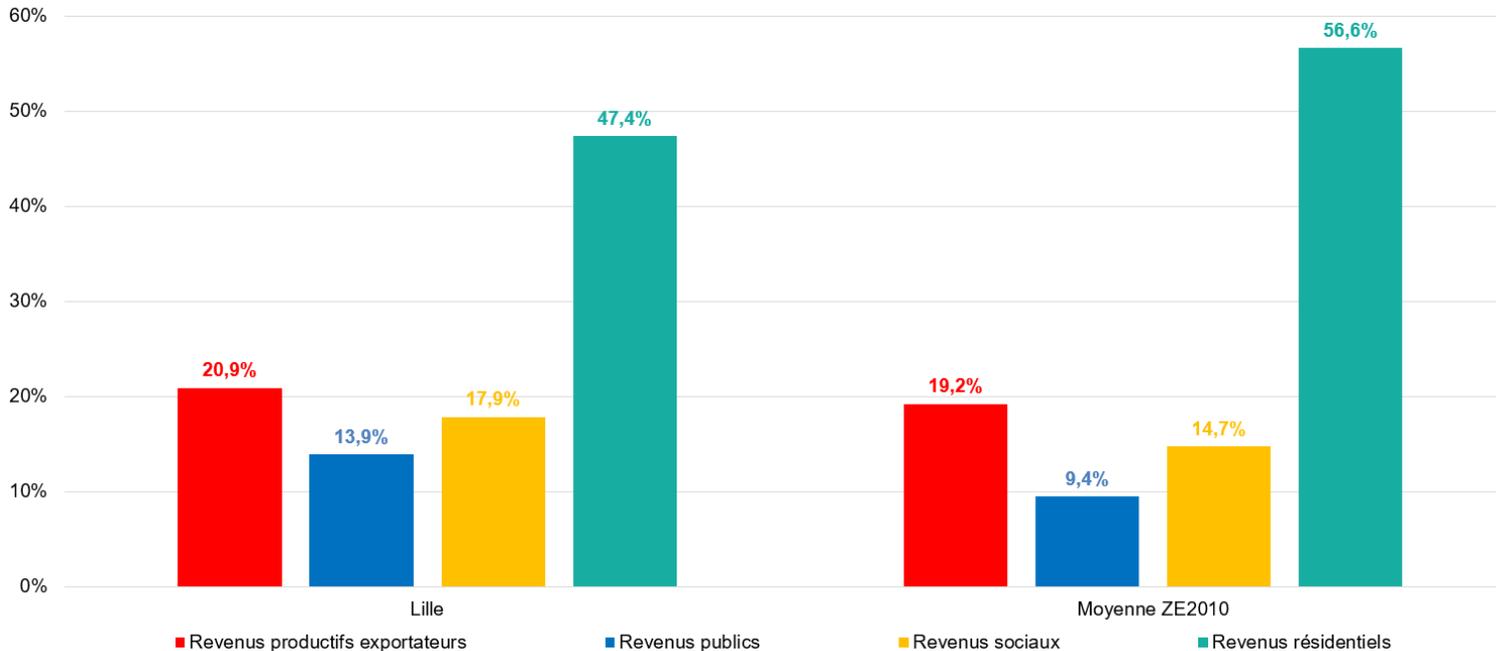
L'analyse par les flux de revenus



# Moteurs du développement du territoire

## Les moteurs du développement du territoire

Poids des différents types de revenus captés dans l'ensemble des revenus captés en provenance de l'extérieur par le territoire (2016)



Source : Calculs Six d'après Insee, DGI et Urssaf

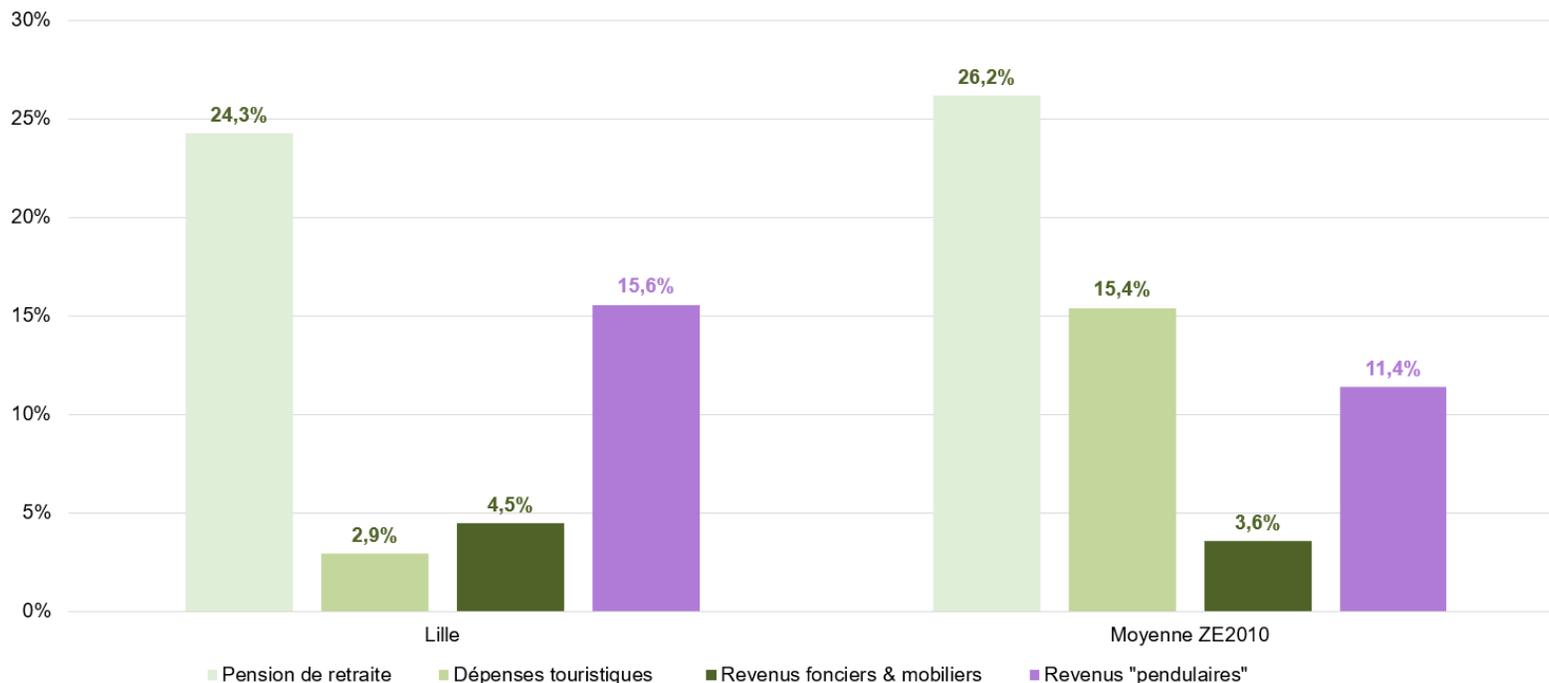
Au regard des autres zones d'emploi françaises, la zone d'emploi de Lille se caractérise par :

- une surreprésentation des revenus productifs exportateurs dans ses revenus captés en provenance de l'extérieur ;
- une surreprésentation très significative des revenus publics assez caractéristique des territoires métropolitains qui disposent d'une fonction affirmée de pôle administratif (cf. la présence sur leur périmètre des préfectures, hôpitaux, universités...);
- une surreprésentation des revenus sociaux (allocations chômage, aides au logement, aides de lutte contre la pauvreté...) le plus souvent synonyme de difficultés sociales aiguës ;
- une sous-représentation significative des revenus résidentiels.

# Moteurs du développement du territoire

## Les moteurs du développement du territoire : zoom sur les revenus résidentiels

Poids des différents types de revenus résidentiels dans l'ensemble des revenus captés en provenance de l'extérieur (2016)



Source : *Calculs Six d'après Insee, DGI et Urssaf*

La sous-représentation des revenus résidentiels observés dans le processus de captation de revenus est liée :

- à une sous-représentation significative des pensions de retraite, reflet de la structure démographique relativement jeune de la population. Les pensions de retraite n'en restent pas moins le premier levier de captation de revenus pour le territoire, loin devant les revenus productifs exportateurs ;
- Au très faible poids des dépenses touristiques ; déficit symptomatique de la faible attractivité touristique du territoire ;

Ces déficits ne sont pas compensés par la légère sur-représentation des revenus fonciers et mobiliers (qui restent cependant marginaux mais restent liés à la présence de populations aisées plus aisées qu'en moyenne) et des revenus pendulaires qui s'expliquent sans doute bien plus par la petite taille de la ZE de Lille que par une propension supérieure de ses actifs à aller travailler ailleurs.

# Moteurs du développement du territoire

## Le modèle de développement du territoire

### Qu'est qu'un modèle de développement territorial ?

*L'observation de la structure des moteurs du développement – c'est à dire du poids relatif de leurs différents revenus captés – permet d'appréhender leurs modalités de fonctionnement macro-économique en termes de modèle de développement.*

*L'identification des modèles de développement des territoires s'effectue en fonction du niveau de surreprésentation de tel et/ou tel type de revenus dans le processus de captation de richesses au regard d'une moyenne de « référence ». Par exemple, une communauté d'agglomération de la région marquée par une surreprésentation de ses revenus « pendulaires » au regard de la moyenne de l'ensemble des communautés d'agglomération françaises présentera un modèle de développement dit « pendulaire ». Pour une communauté de communes présentant une double surreprésentation de ses revenus productifs exportateurs et sociaux au regard de la moyenne des communautés de communes françaises, on dira que son modèle de développement est « productif-social » ...*

*Bien qu'en apparence relativement technique (cf. l'intitulé à rallonge de certains modèles) et bâtie sur un certain nombre de conventions, cette approche présente l'avantage de proposer :*

- *une représentation synthétique et immédiate du fonctionnement macro-économique local des territoires ;*
- *une vision transversale et systémique de leur fonctionnement qui dépasse l'approche sectorielle classique de type agriculture – industrie – service ;*
- *un schéma d'analyse propice au déploiement d'une réflexion prospective permettant d'appréhender les évolutions probables du territoire à moyen terme grâce aux éléments de connaissance dont on dispose sur le comportement général des modèles de développement territoriaux.*

*Connaître le modèle de développement de son territoire permet ainsi d'identifier de manière très efficace les grands enjeux qui l'affectent et de poser les bases d'une réflexion stratégique de premier niveau. Au-delà, ce type d'approche permet également de créer un langage commun et partagé propice à l'émergence d'un climat consensuel au sein d'un système local d'acteurs qui rend plus aisé le passage de la réflexion à l'action.*

Eu égard à la structure des revenus captés par la zone d'emploi, il est possible de synthétiser ses modalités de fonctionnement socio-économique générales sous la forme du modèle de développement « **productif-public-social-pendulaire** ».

Ce modèle est une traduction :

- du **rôle encore structurant de la composante productive concurrentielle** du tissu économique local dans la trajectoire de développement du territoire. Composante néanmoins mise à mal comme l'illustrent les données sur le sujet dans le chapitre II et qui devrait être lourdement impactée par la crise actuelle ;
- d'une **augmentation significative des problèmes sociaux**, suggérée par la socialisation significative du modèle et qui devrait s'amplifier sous les impacts de la crise (montée du chômage et paupérisation des ménages) ;
- du **rôle clef de l'économie publique**, reflet de la fonction métropolitaine du territoire, qui devrait de surcroît s'accroître avec la crise. Les revenus publics jouant un rôle d'amortisseur considérable ;
- d'une **diversification des modalités de fonctionnement du territoire portée par la mobilité** d'une partie de ses actifs qui vont prélever des revenus d'activité ailleurs sur le territoire de la zone d'emploi : les revenus « pendulaires ». Ce mouvement est intéressant en ce qu'il constitue une source alternative et complémentaire aux revenus productifs concurrentiels et compensent le très fort déficit en revenus touristiques, par ailleurs souvent observé dans les métropoles. Ces revenus, qui restent des revenus attachés à une activité de production, demeurent eux-aussi relativement exposés à la crise que nous traversons (imaginons un actif de la ZE qui travaillerait en dehors dans le secteur automobile ou dans un salon de coiffure). Ils devraient ainsi fortement s'éroder avec la crise.

# Moteurs du développement du territoire

## Redistribution de la richesse captée dans les circuits économiques locaux

### Analyse du fonctionnement du système de consommation de la zones d'emploi (2016)

	Potentiel de captation de richesses (en € / hab.)	Propension à consommer localement (en € / emplois présents)	Taux de couverture en emplois présents (emplois présents / 100 hab.)
Lille	14 915 €	72 543 €	20,6
Moyenne des zones d'emploi 2010	17 649 €	119 851 €	14,7

Source : Estimations Six d'après Insee (DADS, Recensement, CLAP), Ministère du Tourisme, Direction Générale des Impôts

Note : Zone d'emploi 2010

Marqué par un déficit significatif en revenus captés (cf. le potentiel de captation de richesses sensiblement inférieur à la moyenne des zones d'emploi), la zone d'emploi de Lille profite néanmoins d'une très forte propension locale à consommer qui traduit clairement sa fonction de pôle de consommation (fonction en règle générale largement assumée par les métropoles et agglomérations françaises).

La forte propension à consommer localement compense largement le déficit en revenus captés et se traduit en bout de chaîne par une forte densité en emplois présents (cf. le taux de couverture supérieure de presque 6 points à la moyenne des ZE françaises).

La consommation est devenue au fil des décennies un carburant essentiel de la dynamique économique et plus largement de développement du territoire, comme l'illustre notamment la très bonne dynamique des emplois présents depuis les années 70 (cf. chapitre II) et même durant la « Grande récession » (cf. page suivante).

### Méthode : analyser les effets de la consommation sur les emplois présents

Rappel : les emplois présents sont les emplois dont le dynamisme ne dépend que de la consommation locale. Ils appartiennent à des secteurs d'activité aussi divers que la boulangerie, la charcuterie, la santé (médecins généralistes ou spécialistes...), le taxi, le cinéma, la vente de vêtements au détail...

La problématique de la consommation, pourtant abondamment traitée à l'échelle macro-économique (tant par les experts que par les acteurs publics) est systématiquement mise de côté à l'échelon territorial. En dehors des enquêtes non systématiques réalisées par les Chambres de commerce, aucune statistique n'existe sur le sujet au niveau des territoires. Pour cette raison, nous sommes contraints d'élaborer nous-mêmes les indicateurs utiles à son traitement et à son analyse.

Trois indicateurs ont pu être élaborés :

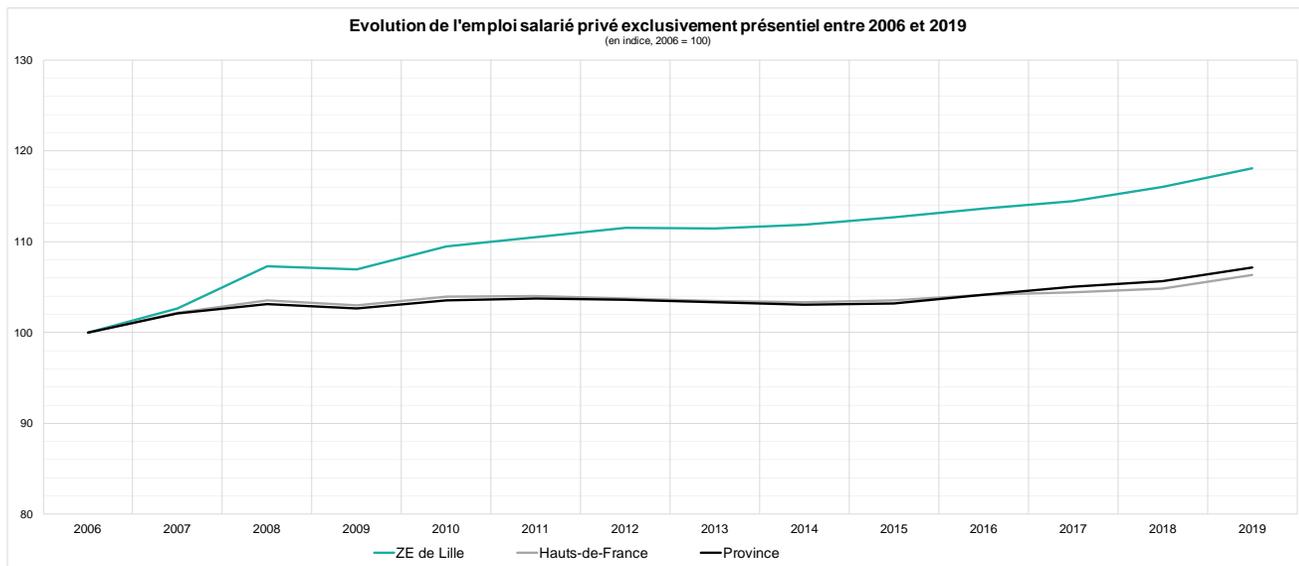
- **potentiel de captation de richesses** : cet indicateur permet d'appréhender le degré d'attractivité d'un territoire à travers sa capacité à capter de la richesse à l'extérieur de son périmètre. Il est calculé en rapportant le volume total de revenus captés (revenus productifs exportateurs, revenus publics, revenus sociaux et revenus résidentiels) à la population résidente. Plus l'indicateur est important, plus cela signifie que le potentiel de captation est élevé ;

- **propension à consommer localement** : attention, cet indicateur doit se lire « à l'envers » : plus il est élevé, plus cela signifie que la propension locale à consommer est faible et inversement. Cet indicateur permet d'appréhender le degré de redistribution des revenus captés à l'extérieur d'un territoire dans son économie locale ; autrement dit la propension à consommer localement. Il est calculé en rapportant le volume total de revenus captés à l'extérieur (revenus productifs exportateurs, revenus publics, revenus sociaux et revenus résidentiels) au nombre d'emplois présents. Exprimé en euros, l'effet multiplicateur peut se lire comme le volume de revenus captés nécessaire pour la création d'un emploi présent supplémentaire.;

- **taux de couverture en emplois présents** : cet indicateur permet de mesurer la densité en emplois présents sur un territoire donné. Il est calculé en rapportant le nombre d'emplois présents à la population résidente.

# Moteurs du développement du territoire

## Des emplois présents boostés par la consommation locale, même durant la « Grande récession »



Source : Urssaf

### Evolution des emplois présents entre 2007 et 2019

	2007-2019	2007-2019 (en %)
ZE de Lille	21 592	15,0%
Hauts-de-France	28 382	4,1%
Province	313 193	4,9%

Source : Urssaf

On relèvera dans le graphique ci-contre l'exceptionnel dynamisme des emplois présents à l'échelle de la zone d'emploi de Lille, dont le rythme de croissance apparaît nettement supérieur à celui observé tant au niveau régional que national.

On remarquera de surcroît l'évolution relativement linéaire des emplois présents, peu impactés par les différents cycles récessifs qui se sont succédés entre 2007-2009 et 2011-2014, portés par une consommation peu sensible aux aléas conjoncturels.

Malheureusement, avec la crise actuelle le constat sera tout autre. Stoppée par le 1<sup>er</sup> confinement, altérée par le suivant et la propension croissante à épargner dans un contexte incertain, la sphère présente locale va se retrouver beaucoup plus impactée. Les pertes d'emplois (que nous ne pourrions évaluer précisément que courant juin 2021) risquent d'être significatives.

Le changement de nature de la crise du Covid 19 (comparée à celle impulsée par la crise financière internationale en 2008 et la crise des dettes souveraines en 2011) va contribuer à sensiblement fragiliser cette dimension des économies locales qui depuis plus de 40 ans présentait l'avantage d'être peu exposée aux aléas économiques conjoncturels.



# Moteurs du développement du territoire

## Le modèle de développement du territoire

Ce modèle est la traduction d'un certain déséquilibre fonctionnel porteur d'une certaine fragilité sociale que révèle la surreprésentation des transferts sociaux dans le processus de captation de revenus. Avant la crise du Covid 19, les territoires les plus dynamiques et les plus résilients étaient ceux qui « marchaient sur deux jambes », à savoir dont le modèle de développement était assis sur une composante productive concurrentielle robuste et une économie résidentielle, notamment dans ses composantes touristiques et pendulaires, performante.

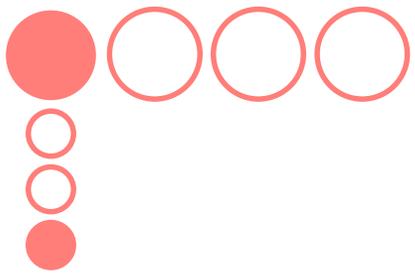
Si une certaine diversification du modèle semblait perceptible avant le démarrage de la crise du Covid dans la ZE de Lille, via notamment la montée en puissance des revenus pendulaires dans le processus de captation de revenus, elle s'est montrée insuffisante pour amortir l'érosion de la base productive concurrentielle suscitée par l'effondrement de l'industrie et pour freiner le processus de socialisation lié à la montée des difficultés sociales. Fort heureusement pour le territoire, la consommation a joué le rôle de troisième levier avec un succès considérable. Le dynamisme de l'économie présentielle a sur longue période permis de très largement compenser les pertes d'emplois enregistrées par la sphère productive et de maintenir à flot le territoire durant la « Grande récession ».

Avec la crise, ce déséquilibre relatif risque de s'amplifier. Les revenus productifs concurrentiels vont être impactés, provoquant une hausse sensible du chômage et par conséquent une hausse du poids des transferts sociaux. Et grande nouveauté, du fait du ralentissement inédit de la consommation, l'économie présentielle va subir un choc sans précédent. Dans le prolongement, les revenus pendulaires, revenus d'activité prélevés ailleurs que sur la zone d'emploi, vont eux-aussi être altérés. Si les revenus publics et les pensions de retraite vont jouer à plein leur fonction d'amortisseur, le poids des revenus sociaux va prendre une ampleur considérable et accentuer la socialisation du modèle. Inscrivant le territoire dans une trajectoire de développement défavorable.

Pour contrecarrer ce mouvement, trois enjeux déterminants se dessinent pour le territoire :

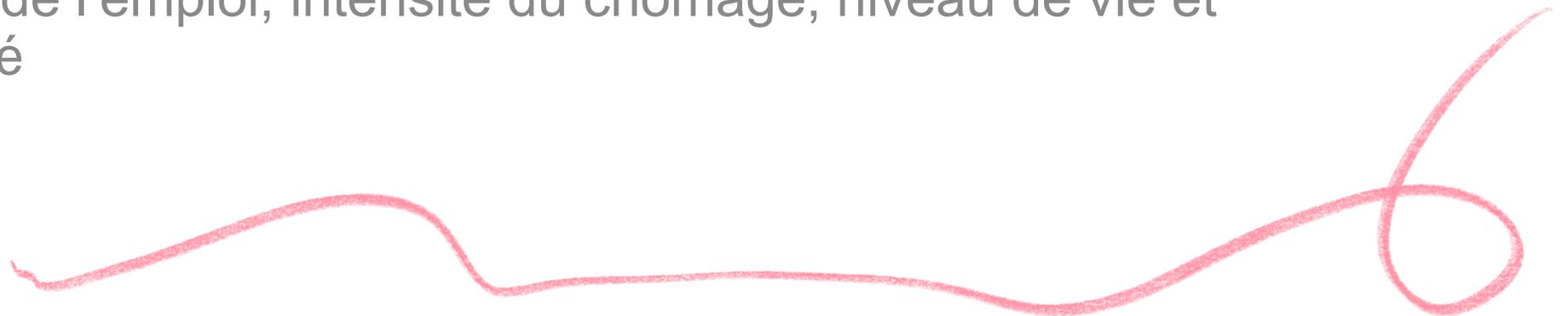
- Relancer la dynamique productive concurrentielle locale déjà sensiblement altérée sur le temps long et durant la « Grande récession », c'est-à-dire avant le démarrage de la crise sanitaire ;
- Stimuler le levier résidentiel, relativement sous-développé avant crise en raison notamment de la faible attractivité touristique du territoire, dont la composante pendulaire risque d'être fortement impactée par la crise du Covid ;
- Relancer la consommation locale, pilier structurant de la dynamique de développement du territoire depuis plusieurs décennies maintenant.

Répondre à ces trois enjeux permettrait au territoire de diversifier un peu plus ses modalités de fonctionnement socio-économique général, de sortir d'une forte dépendance aux logiques de socialisation et de se positionner dans une perspective de relance à court et moyen terme.



# Le niveau de cohésion sociale de la zone d'emploi

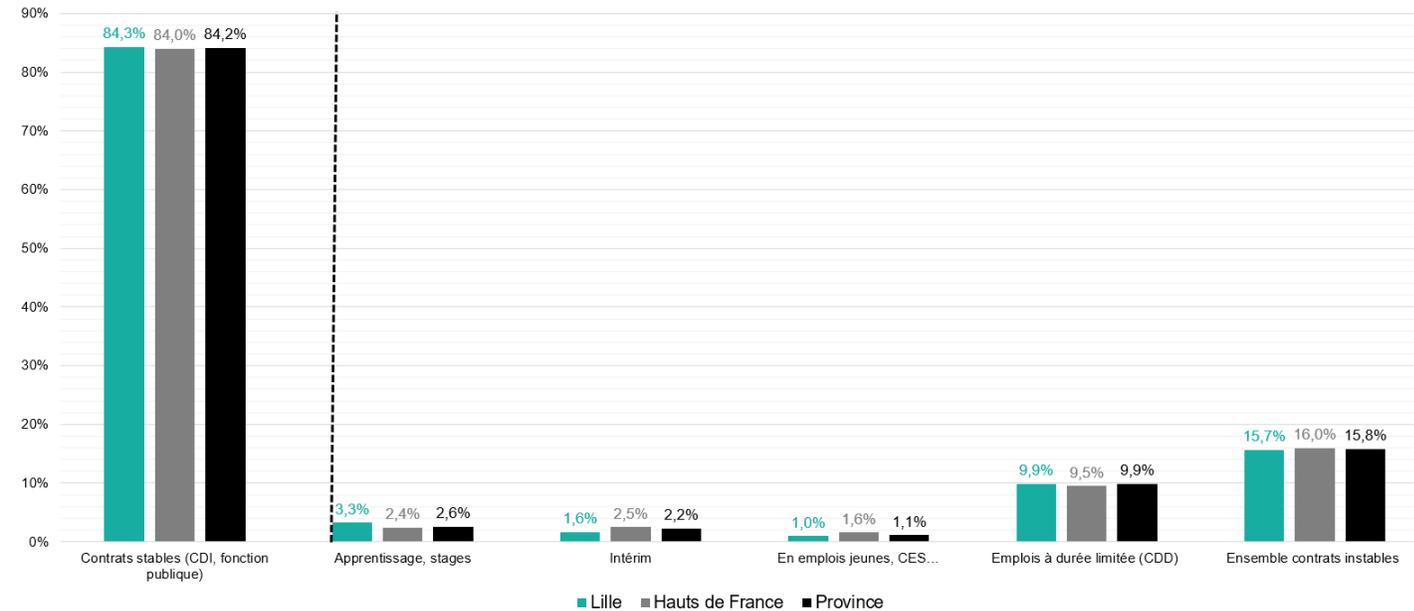
Qualité de l'emploi, intensité du chômage, niveau de vie et pauvreté



# Qualité de l'emploi des ménages du territoire

## Poids des contrats instables et du temps partiel

Répartition de la population active salariée par type de contrat (2017)



Source : Insee – Recensement de la population

## Part des actifs occupés à temps partiel en 2017

	% d'actifs occupés à temps partiel
ZE de Lille	18,5%
Hauts de France	22,0%
Province	17,7%

Source : Insee - Recensement de la population

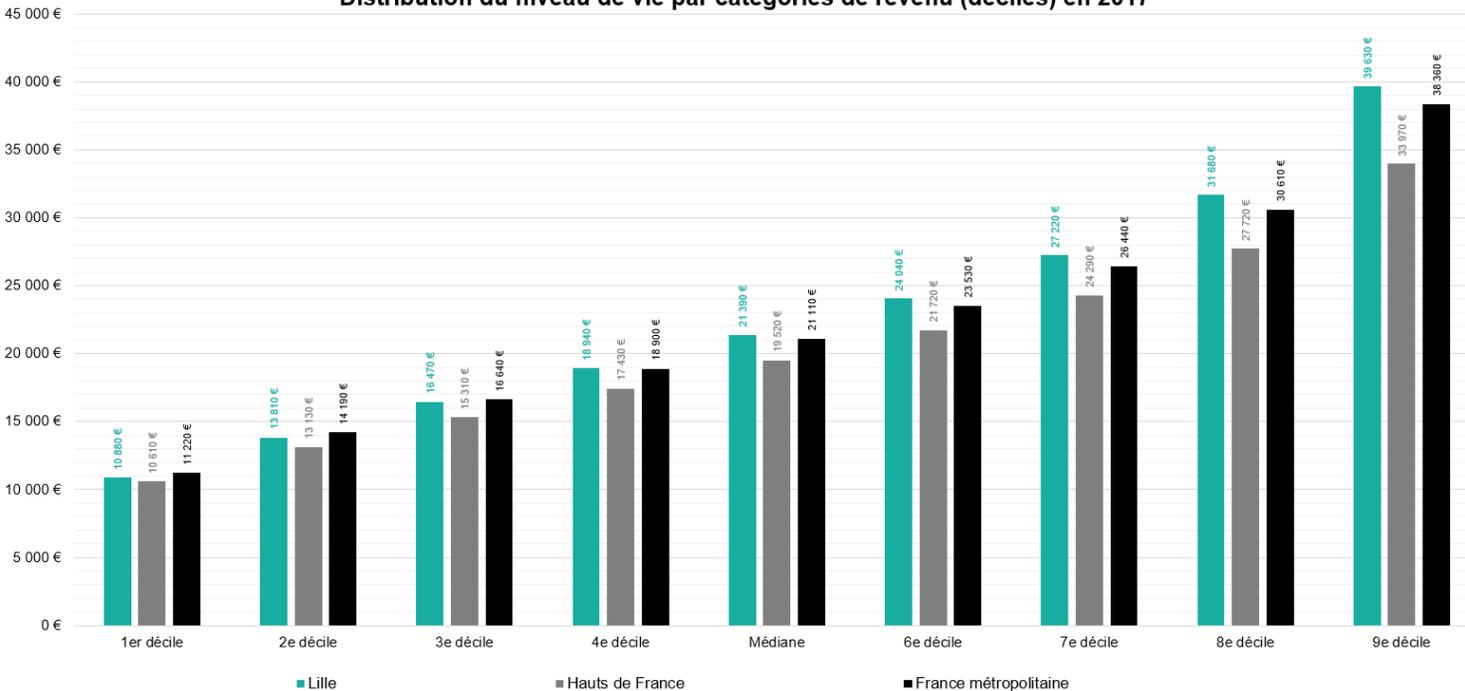
La population active de la zone d'emploi de Lille semble plutôt bénéficier d'une bonne qualité de l'emploi :

- la part des actifs en contrats instables (qui comprennent les contrats en apprentissage, en intérim, en emplois jeunes et en CDD) apparaît plutôt inférieure aux moyennes régionale et nationale ;
- et la part des actifs occupés à temps partiel apparaît quant à elle très sensiblement inférieure à la moyenne régionale et légèrement supérieure à la moyenne nationale.

# Niveau de vie des ménages

## Analyse de la distribution du revenu disponible par catégorie de revenu

Distribution du niveau de vie par catégories de revenu (déciles) en 2017



Source : Insee – Filosofi

Le niveau de vie des ménages de la zone d'emploi de Lille apparaît dans l'ensemble plutôt favorable. Si les plus modestes (1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> décile) affichent un niveau de vie supérieur à la moyenne régionale mais inférieure à la moyenne nationale, les autres catégories de revenu, des classes moyennes aux plus aisées, présentent un niveau de vie supérieur, voire sensiblement supérieur aux moyennes de comparaison.

Cette distribution du revenu se traduit néanmoins par un niveau d'inégalités sensiblement supérieur à la moyenne nationale (indice de Gini de 0,296) .

**Définition :** le niveau de vie des ménages est apprécié à la lecture du revenu disponible. Ce dernier correspond à la somme des ressources déclarées par les contribuables sur la déclaration des revenus, après abattement et redistribution. Il comprend ainsi les revenus d'activité salariée et indépendante, les pensions d'invalidité et les retraites (hors minimum vieillesse), les pensions alimentaires reçues (déduction faite des pensions versées), certains revenus du patrimoine ainsi que les revenus sociaux imposables : indemnités de maladie et de chômage et les différents revenus de transfert.

Le niveau d'observation du revenu que nous avons retenu est **l'unité de consommation** (plutôt que le ménage ou la personne). L'unité de consommation est un système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes. Avec cette pondération, le nombre de personnes est ramené à un nombre d'unités de consommation (UC). La **médiane** est la valeur qui partage une distribution en deux parties égales. Ainsi, pour une distribution de revenus, la médiane est le revenu au-dessous duquel se situent 50 % des revenus. C'est de manière équivalente le revenu au-dessus duquel se situent 50 % des revenus. La médiane constitue un indicateur plus fiable que la moyenne. Le **premier décile** est le revenu au-dessus duquel se situent 90 % des revenus. Le 1<sup>er</sup> décile concentre ainsi les 10 % des ménages (exprimés en unités de consommation) les plus pauvres. Le **neuvième décile** est le revenu au-dessous duquel se situent 90 % des revenus. Le 9<sup>ème</sup> décile concentre ainsi les 10 % des ménages (exprimés en unités de consommation) les plus riches. Le niveau d'inégalités sociales, c'est-à-dire entre habitants, est appréhendé à partir d'un **indice de Gini**. L'indice de Gini est un indice d'inégalités appliqué dans le cas présent au revenu fiscal par unité de consommation. L'indice de Gini varie entre 0 et 1. Il est égal à 0 dans une situation d'égalité parfaite où tous les revenus seraient égaux. A l'autre extrême, il est égal à 1 dans la situation la plus inégalitaire possible, celle où tous les revenus sauf un seraient nuls. Entre 0 et 1, l'inégalité est d'autant plus forte que l'indice de Gini est élevé. Une baisse de l'indice de Gini observée entre deux dates indique une diminution globale des inégalités. A l'inverse, une élévation de l'indice reflète une augmentation globale des inégalités.

### Indice d'inégalités de niveau de vie (2017)

	Indice d'inégalités de niveau de vie (indice de Gini)
Lille	0,296
France métropolitaine	0,289

Source : Insee – Filosofi



# Niveau de pauvreté des ménages

## Part des ménages vivant sous le seuil de pauvreté

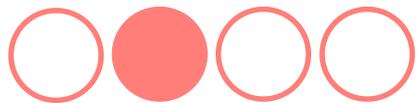
### Taux de pauvreté et intensité de la pauvreté (2017)

	Taux de pauvreté au seuil de 60% (%)	Médiane sur la sous-population pauvre au seuil de 60% (€)	Intensité de la pauvreté au seuil de 60%
<b>Lille</b>	15,8	10 130 €	0,201
<b>France métropolitaine</b>	14,5	10 130 €	0,200

Source : Insee – Filosofi

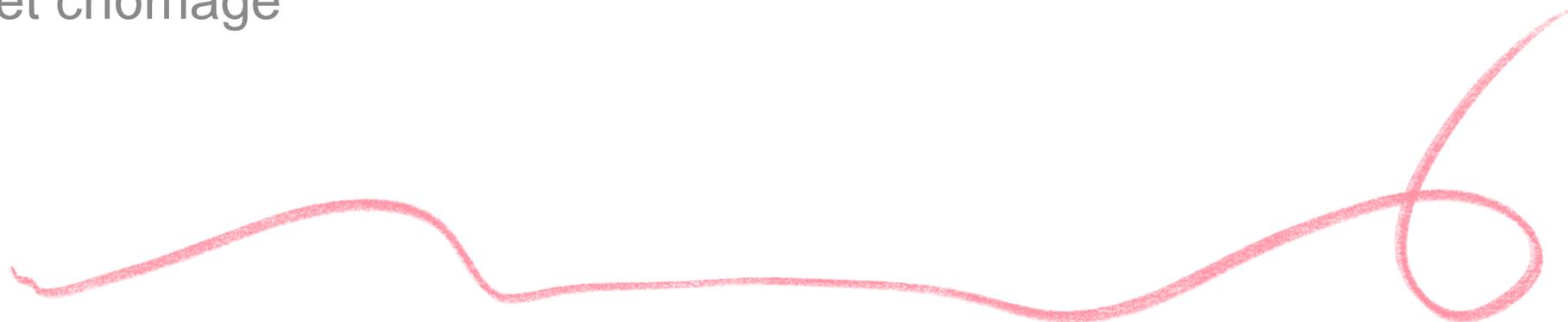
Le taux de pauvreté de la zone d'emploi de Lille, qui présente la part des ménages dont le niveau de vie est inférieur à 60 % du revenu disponible médian national, apparaît significativement supérieur à celui observé en moyenne en France métropolitaine. Et si le revenu médian de la population pauvre apparaît localement conforme à ce que l'on observe au niveau national, l'intensité de la pauvreté y apparaît légèrement plus élevée (c'est-à-dire que les pauvres apparaissent localement légèrement plus pauvres qu'en moyenne). Ces indicateurs sont loin d'être favorables. Et sont symptomatiques d'un niveau de cohésion sociale altérée dès avant la crise du Covid.

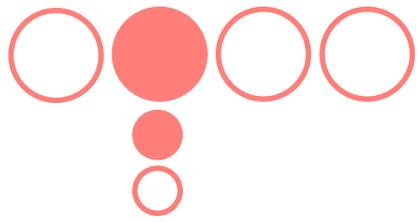




# **Dynamique de l'emploi et du chômage dans la zone d'emploi**

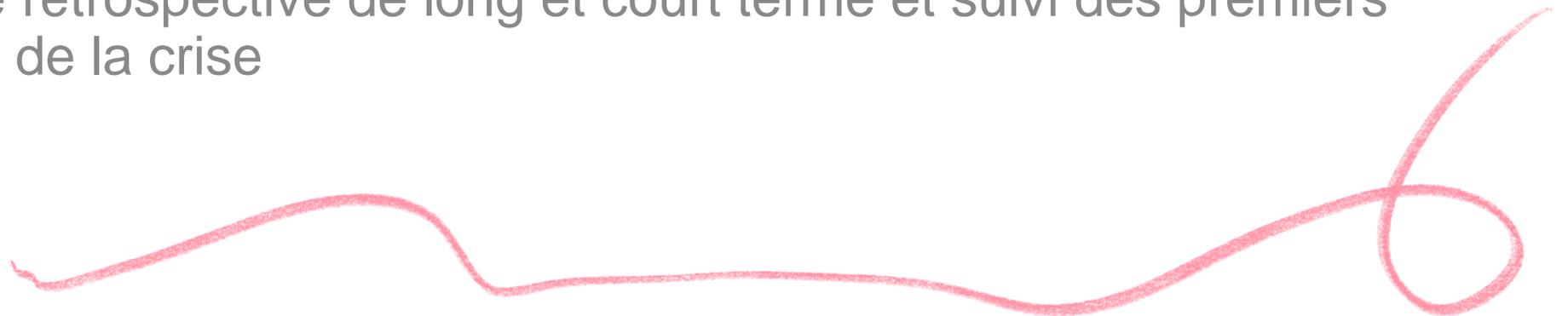
Emploi et chômage





# Dynamique de l'emploi dans la zone d'emploi

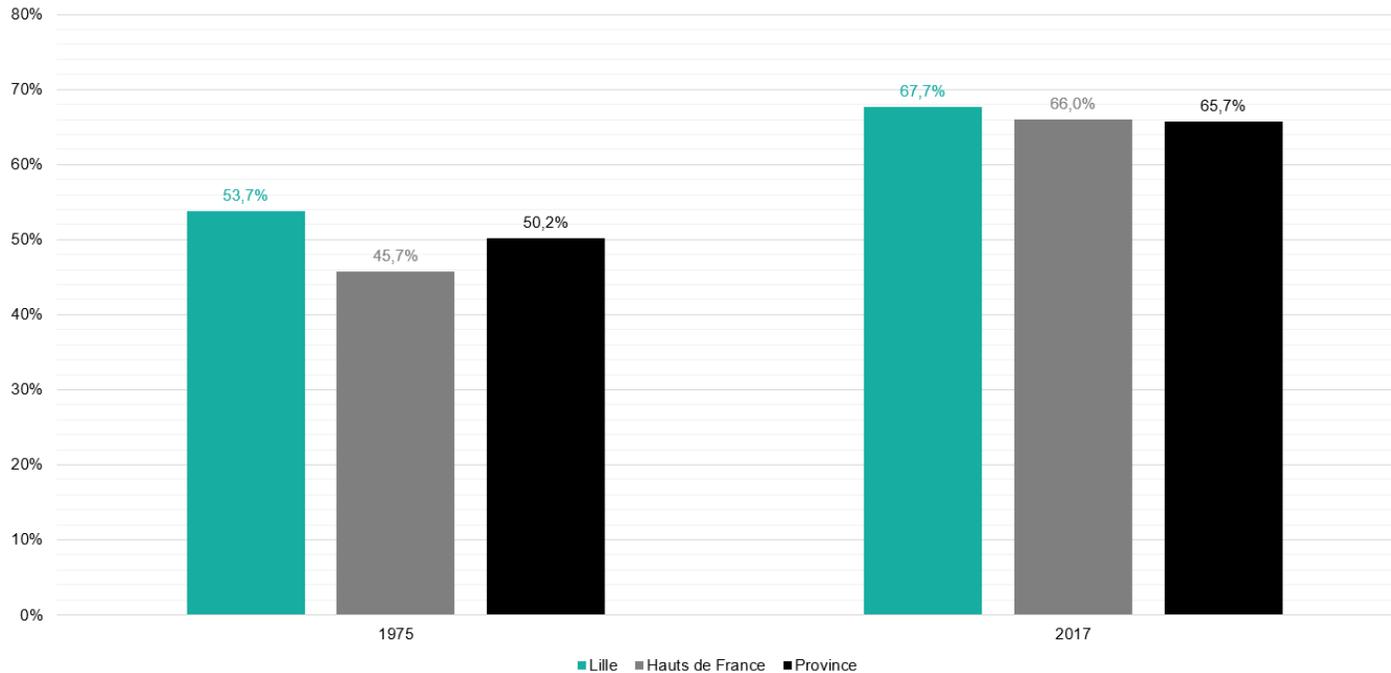
Analyse rétrospective de long et court terme et suivi des premiers impacts de la crise



# Dynamique économique des territoires avant crise

## Une transformation du tissu productif sur le temps long

Part des emplois présentsiels dans l'emploi total en 1975 et 2017



Le tissu productif de la ZE de Lille a vu sa vocation présenteielle sensiblement s'affirmer entre 1975 et 2017.

Doté d'un profil de spécialisation déjà présenteiel dans les années 70, le tissu économique local a enregistré une très forte progression de ses emplois présentsiels durant la période (sensiblement supérieure à la tendance nationale) tandis que son tissu productif concurrentiel en perdait à un rythme significatif mais néanmoins inférieur à la tendance observée au niveau national.

Ce double mouvement – explosion de la sphère présenteielle portée par les forces de la consommation d'un côté et érosion des forces productives concurrentielles générée par la désindustrialisation de l'autre -, ont contribué à accentuer le poids des emplois présentsiels dans l'emploi et à conforter l'orientation présenteielle du tissu.

La part des emplois présentsiels s'élève ainsi en 2017 à 67,7 % de l'emploi du territoire, attestant du rôle clef de la consommation dans la dynamique économique locale. Rôle d'autant plus clef que la croissance des emplois présentsiels a permis de largement compenser les pertes enregistrées par la sphère productive concurrentielle entre 1975 et 2017.

### Mise en perspective de la dynamique de l'emploi présenteiel et productif exportateur entre 1975 et 2017

	Sphère productive 1975-2017		Sphère présenteielle 1975-2017		Total 1975-2017	
<b>ZE de Lille</b>	-9 169	-6,6%	109 779	68,3%	100 610	33,6%
<b>Province</b>	-1 153 834	-14,3%	5 079 252	62,5%	3 925 417	24,3%

Source : Insee – RP



# Dynamique économique des territoires avant crise

## Capacité de résilience à la « Grande récession »

### Evolution de l'emploi salarié privé entre 2007 et 2019 au gré des cycles économiques

	2007 - 2009		2009 - 2011		2011-2014		2014-2019		2007-2019	
<b>ZE de Lille</b>	296	0,1%	3 819	1,3%	1 052	0,4%	25 123	8,7%	34 281	12,2%
<b>Hauts de France</b>	-59 014	-4,0%	7 467	0,5%	-38 263	-2,7%	57 747	4,1%	-23 017	-1,6%
<b>Province</b>	-534 527	-3,0%	113 289	0,7%	-151 694	-0,9%	1 148 547	6,7%	731 612	4,2%

Source : URSSAF

La dynamique de création d'emplois salariés privés entre 2007 et 2019 à l'échelle de la ZE de Lille a été tout fait remarquable. Plus de 34 000 emplois salariés privés ont été créés, soit une croissance de 12,2 % dans un contexte national redevenu porteur (+ 4,2 %) et régional à la baisse (- 1,6 %). Cette progression n'a bien sûr pas été linéaire sur l'ensemble de la période, affectée par des cycles récessifs plus ou moins prononcés ou dynamisées par des phases de reprises macro-économiques plus ou moins fortes. On pourra effectivement observer que :

- entre 2007 et 2009, cycle récessif impulsé par la crise financière internationale, le territoire a enregistré une stagnation de ses emplois salariés privés dans un contexte régional et national particulièrement baissier. En d'autres mots, il a particulièrement résisté au premier choc récessif de la « Grande récession » ;
- entre 2009 et 2011, période de reprise macro-économique, le territoire rebondit plus intensément qu'en moyennes au niveau régional et national ;
- entre 2011 et 2014, second choc récessif impulsé par la crise des dettes souveraines cette fois-ci, le territoire continue de résister en créant des emplois dans un contexte régional très nettement à la baisse et national défavorable ;
- entre 2014 et 2019, période d'embellie qui semblait marquer la sortie définitive de la crise avant le démarrage de celle impulsée par le Covid 19, le territoire enregistre une très forte progression de ses effectifs, ce à un rythme sensiblement supérieur à ceux observés dans la région et en province.



# Dynamique économique des territoires avant crise

## Capacité de résilience à la « Grande récession »

**Les premiers impacts de la crise sur l'emploi salarié privé : évolution trimestrielle depuis le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 (données non corrigées des variations saisonnières)**

	T4 2019 – T1 2020		T1 2020 – T2 2020		T2 2020 – T3 2020		T4 2019 – T3 2020	
<b>ZE de Lille</b>	-6 611	-2,1%	-1 122	-0,4%	5 595	1,8%	<b>-2 138</b>	<b>-0,7%</b>
<b>France</b>	-477 979	-2,5%	-160 045	-0,9%	336 433	1,8%	<b>-301 591</b>	<b>-1,6%</b>

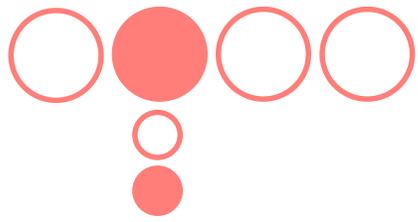
Source : Urssaf

Le tissu productif de la ZE de Lille a donc fait preuve d'une très forte capacité de résilience lors des deux chocs récessifs de 2007-2009 et 2011-2014 et d'une très forte capacité de rebond en phase de reprise. Qu'en est-il avec la crise actuelle ?

La réaction du tissu économique local à la crise du Covid semble relativement conforme à celle observée lors des cycles précédents. Le territoire, s'il a été lourdement impactés au 1<sup>er</sup> trimestre avec les 15 premiers jours de confinement, a été plus modérément touché qu'en moyenne au 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> trimestre. En revanche il semble avoir fait preuve d'une capacité de rebond mitigée lors du 3<sup>ème</sup> trimestre conforme à la tendance nationale, ce qui semble à ce stade lui conférer une capacité de rebond moins élevée que lors de la période antérieure.

Ce constat est évidemment provisoire. La publication des prochaines données permettra de mieux apprécier la capacité de résilience du tissu productif de la ZE de Lille à la crise en cours.





# Dynamique du chômage dans la zone d'emploi

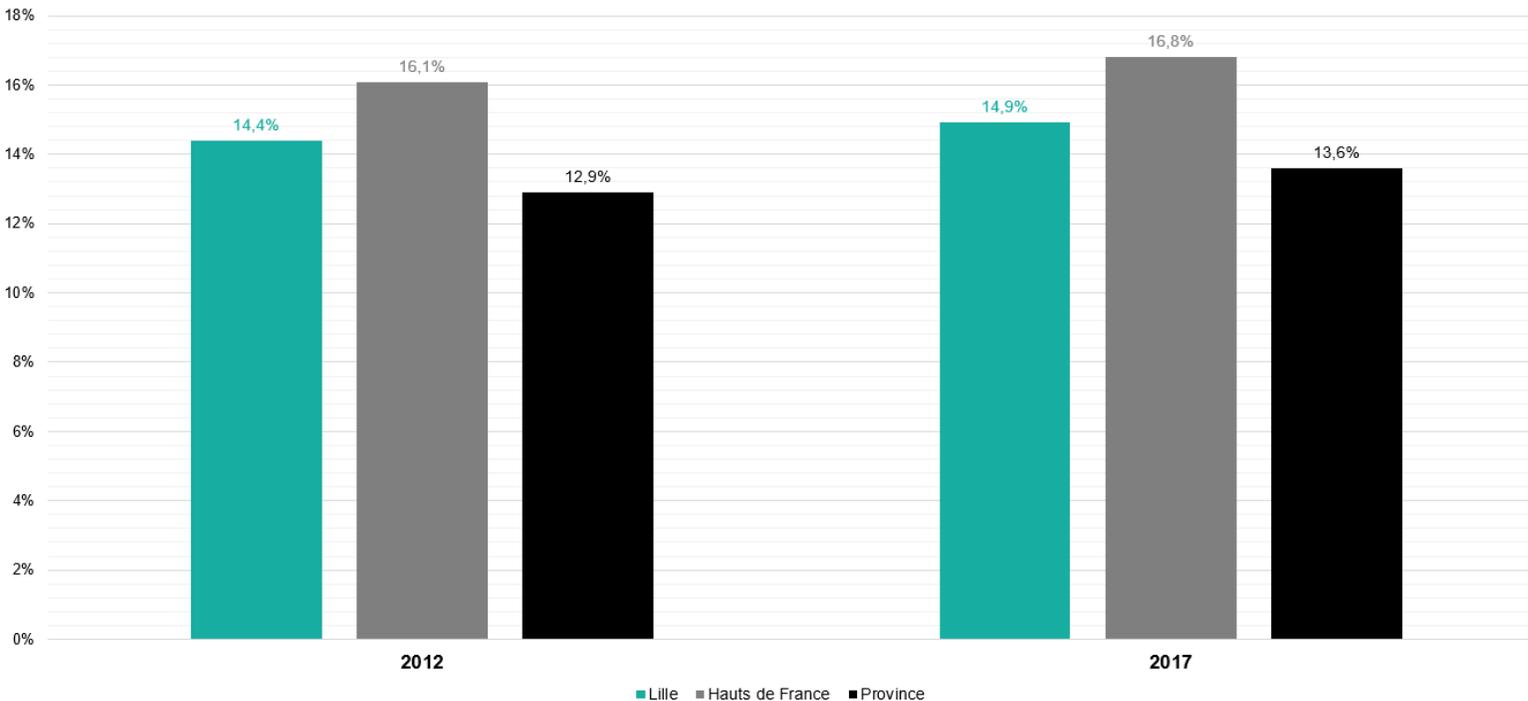
Analyse rétrospective de long terme et suivi des premiers impacts de la crise



# Intensité du chômage dans la zone d'emploi et évolution de la population active

## Une appréciation de l'intensité de chômage et de l'impact de la démographie sur le marché du travail

Taux de chômage en 2012 et 2017



L'intensité du chômage (appréhendée ici de manière conventionnelle par un taux de chômage calculé à l'aide des données du recensement de la population de l'Insee) apparaît structurellement supérieure à la moyenne nationale mais bien moins élevée qu'en moyenne dans la région Hauts de France, région il est vrai particulièrement impactée par le chômage avant la crise.

Comme partout ailleurs, l'intensité du chômage local a légèrement progressé entre 2012 et 2017. Cette progression modérée du taux de chômage sur la période est le produit d'une augmentation contenue du nombre de chômeurs (inférieure à la moyenne nationale) et d'une rapide progression de la population active (+ 1,8% contre + 0,8 % au niveau national).

### Evolution du nombre de chômeurs entre 2012 et 2017

	Evo. actifs 15-64 ans		Evo. chômeurs	
<b>Lille</b>	6 923	1,8%	3 140	5,8%
<b>Province</b>	190 729	0,8%	195 599	6,4%

Source : Insee - Recensement de la population



# Evolution de la demande d'emploi durant la « Grande récession » et la période de reprise d'avant crise

## Dynamique de la demande d'emploi entre 2007 et 2019

### Evolution des demandeurs d'emploi (DEFM catégories ABC) entre 2007 et 2019 au gré des cycles conjoncturels

	2007-2009		2009-2011		2011-2014		2014-2019		2007-2019	
ZE de Lille	9 305	20,0%	2 315	3,9%	11 070	18,1%	1 360	1,9%	<b>27 045</b>	<b>58,1%</b>
Hauts-de-France	51 995	30,5%	7 800	3,4%	64 230	26,9%	13 785	4,6%	<b>146 125</b>	<b>85,7%</b>
Province	637 005	24,2%	189 095	5,5%	831 515	23,0%	205 355	4,6%	<b>2 022 170</b>	<b>76,8%</b>

Source : Dares

L'analyse des données de la Dares sur l'évolution de la demande d'emploi en fin de mois (de catégories ABC) entre 2007 et 2019 révèlent sensiblement les mêmes tendances que celles établies à partir du recensement. La progression du nombre de DEFM a certes été rapide entre 2007 et 2019 à l'échelle de la ZE de Lille, mais elle a été nettement moins intense que celle observée au niveau national.

On pourra bien sûr objecter que ce résultat est fort logique compte tenu de la dynamique de créations d'emploi tout à fait favorable qui a été enregistrée sur la même période à l'échelle du territoire (cf. supra). Mais les choses ne sont pas aussi simples qu'elles en ont l'air.

Au niveau territorial, et avant la crise du Covid (peut-être les choses changeront avec celle-ci), la variable qui explique le mieux la dynamique du chômage est la démographie (plus précisément la dynamique de la population active). La dynamique économique, de manière contre intuitive, demeure un facteur très peu déterminant. Cela peut s'expliquer pour les raisons suivantes. L'emploi d'un territoire est souvent massivement occupé par des actifs qui vivent dans un autre. Et de manière logique, une part significative des actifs d'un territoire peut aller travailler dans un autre. Ce mécanisme élémentaire, mais le plus souvent oublié, explique que de nombreux territoires très performants sur le plan économique affiche un dysfonctionnement profond de leur marché du travail (taux de chômage élevé, forte croissance de la demande d'emploi...). Et inversement, qu'un certain nombre d'entre eux bénéficient d'un fonctionnement de leur marché du travail tout à fait favorable en dépit d'une dynamique de création d'emplois défavorable. Si la ZE d'emploi de Lille ne figure pas parmi ces cas de figure emblématiques (mais néanmoins nombreux), on rappellera qu'en dépit de sa remarquable dynamique de création d'emploi, elle a pâti d'une progression de 67,6 % de ses demandeurs d'emploi sur la même période.

# Mesure des premiers impacts de la crise

## Les impacts de la crise sur le marché du travail - 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 / 3<sup>ème</sup> trimestre 2020

Les premiers impacts de la crise sur la demande d'emploi : évolution trimestrielle depuis le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 des demandeurs d'emploi toutes catégories (données non corrigées des variations saisonnières)

	T4 2019 – T1 2020		T1 2020 – T2 2020		T2 2020 – T3 2020		T3 2020 – T4 2020		T4 2019 – T4 2020	
<b>ZE de Lille</b>	-490	-0,6%	1 480	1,8%	-50	-0,1%	830	1,0%	<b>1 770</b>	<b>2,1%</b>
<b>France</b>	-9 300	-0,1%	158 120	2,4%	-6 020	-0,1%	123 150	1,9%	<b>265 950</b>	<b>4,1%</b>

Source : Urssaf

Comment le marché du travail de la ZE de Lille a réagi à la crise du Covid ? S'il a là encore, comme pour l'emploi, été fortement impacté, il a plutôt mieux résisté qu'en moyenne au niveau national. La progression des DEFM toutes catégories a été de 1 770 unités, soit 2,1 % de croissance contre 4,1 % en moyenne au niveau national.

Si l'on décompose cette courte période par trimestre, on observera que :

- la baisse des DEFM a été plus forte localement qu'en moyenne au 1<sup>er</sup> trimestre. Très impacté en terme d'emplois dès la dernière quinzaine de mars, le marché du travail semble plutôt avoir bien résisté au 1<sup>er</sup> trimestre ;
- la crise a commencé à déstabiliser le marché du travail local au second trimestre, mais dans des proportions modérées ;
- le déconfinement, qui s'est traduit par un redémarrage de l'activité au niveau national mais aussi local a eu une influence positive : le territoire enregistre une légère baisse de ses demandeurs d'emploi conforme à la tendance nationale ;
- enfin, avec le second confinement, le dernier trimestre apparaît moins favorable. La demande d'emploi progresse à nouveau localement, cependant à un rythme plus modéré localement qu'en moyenne.

L'observation de la dynamique de la demande d'emploi toutes catégories est ainsi révélatrice, à nouveau, de la relativement bonne capacité de résilience et de rebond du territoire.



# Mesure des premiers impacts de la crise

## Les impacts de la crise sur le marché du travail - 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 / 3<sup>ème</sup> trimestre 2020

La crise du Covid 19 a sans doute plus encore que les crises précédentes frappé les populations les plus fragiles, notamment les jeunes et les travailleurs précaires. Il est pour cette raison indispensable de procéder à une analyse de la dynamique de la demande d'emploi par catégories.

Le tableau ci-dessous permet d'observer la dynamique des demandeurs d'emploi de catégorie A, c'est-à-dire les demandeurs d'emploi qui n'ont pas travaillé dans le mois et qui sont en recherche active d'emploi, durant l'année 2020. On notera que sur l'ensemble de la période observée, entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 et le 4<sup>ème</sup> trimestre 2020, leur progression a été rapide (+2,6 %) mais sensiblement inférieure à la tendance nationale (+7,4 %). Une fois encore, le territoire a affiché une bonne capacité de résistance : la progression des DEFM de catégorie A a été sensiblement moins forte localement aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> trimestre qu'en moyenne au niveau national. Et si sa capacité de rebond semble avoir été plus modérée qu'en moyenne au niveau national au 3<sup>ème</sup> trimestre, elle a été véritablement exceptionnelle au 4<sup>ème</sup> trimestre (avec une baisse des DEFM A de - 6 % contre - 1,3 % en France).

### Les premiers impacts de la crise sur la demande d'emploi : évolution trimestrielle depuis le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 des demandeurs d'emploi de catégories A (données non corrigées des variations saisonnières)

	T4 2019 – T1 2020		T1 2020 – T2 2020		T2 2020 – T3 2020		T3 2020 – T4 2020		T4 2019 – T4 2020	
<b>ZE de Lille</b>	250	0,5%	6 370	13,6%	-2 360	-4,4%	-3 040	-6,0%	<b>1 220</b>	<b>2,6%</b>
<b>France</b>	58 210	1,6%	567 830	15,5%	-305 330	-7,2%	-52 760	-1,3%	<b>267 950</b>	<b>7,4%</b>

Source : Urssaf

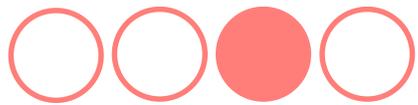
Les travaux de la Dares sur les impacts de la crise ont permis d'expliquer qu'une part significative de la progression de la demande d'emploi de catégorie A durant la crise a été alimentée par des demandeurs d'emploi de catégories B & C, c'est-à-dire qui travaillaient moins ou plus de 78 heures dans le mois. On relèvera effectivement dans le tableau ci-dessous que les DEFM B&C ont diminué entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 et le 4<sup>ème</sup> trimestre 2020 tant au niveau de la ZE de Lille qu'au niveau national. Ce non pas en raison de leur retour à l'emploi mais de leur changement de catégorie : leur contrat précaire étant suspendu du fait de la crise. Les DEFM B&C sont « devenus », pour une partie d'entre eux, des DEFM de catégorie A. Ce phénomène de « vases communicants » semble avoir été particulièrement opérant au 2<sup>ème</sup> trimestre pour ensuite s'inverser avec la sortie du confinement au 3<sup>ème</sup> trimestre.

### Les premiers impacts de la crise sur la demande d'emploi : évolution trimestrielle depuis le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 des demandeurs d'emploi de catégories BC (données non corrigées des variations saisonnières)

	T4 2019 – T1 2020		T1 2020 – T2 2020		T2 2020 – T3 2020		T3 2020 – T4 2020		T4 2019 – T4 2020	
<b>ZE de Lille</b>	-1 390	-5,2%	-4 480	-17,5%	3 750	17,8%	2 040	8,2%	<b>-80</b>	<b>-0,3%</b>
<b>France</b>	-86 430	-3,9%	-358 830	-17,0%	400 690	22,8%	40 550	1,9%	<b>-4 020</b>	<b>-0,2%</b>

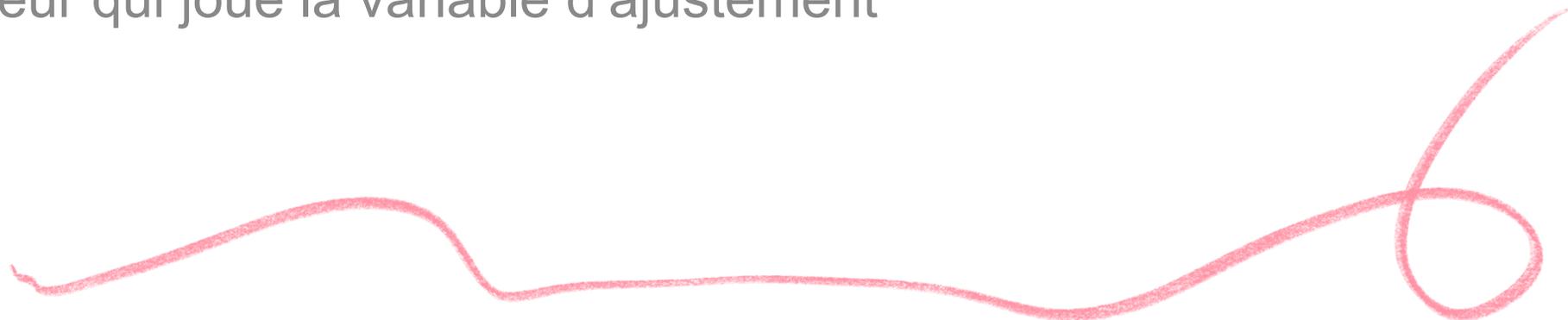
Source : Urssaf

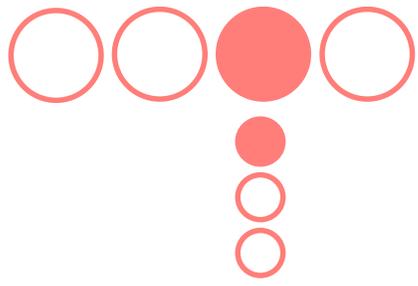




# **Dynamique de l'emploi intérimaire dans la zone d'emploi**

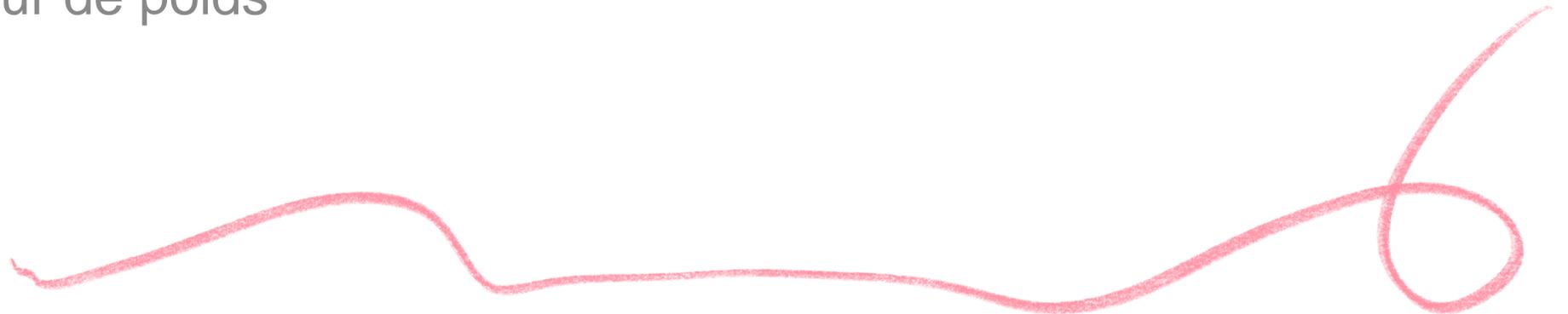
Un secteur qui joue la variable d'ajustement





# L'intérim dans l'emploi du territoire avant la crise

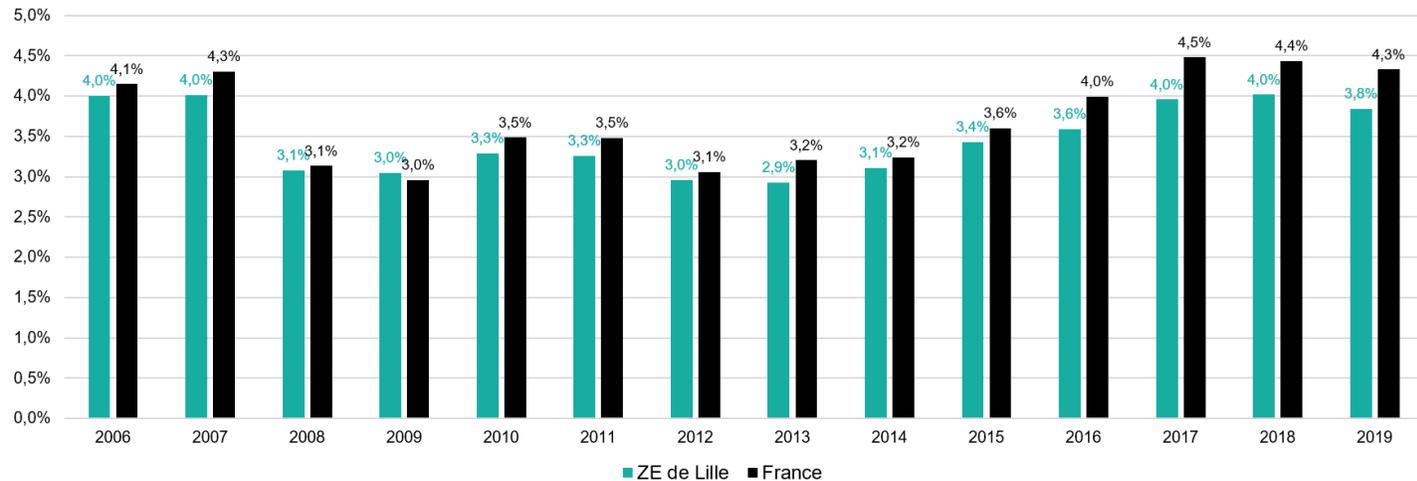
Un acteur de poids



# Dynamique de l'emploi intérimaire avant la crise

## Le poids de l'emploi intérimaire dans l'emploi salarié privé local

Poids de l'emploi intérimaire dans l'emploi salarié privé



Evolution du nombre d'emplois intérimaires recensé par les Urssaf au 31/12 de chaque année depuis 2006 dans la zone d'emploi

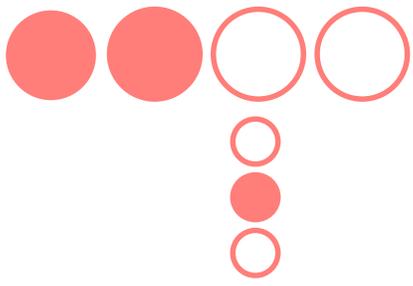


Source : Urssaf (au 31/12)

L'Acoss permet de disposer d'informations statistiques sur le volume d'emplois salariés privés au 31 décembre de chaque année depuis 2006 au niveau de nomenclature d'activité le plus fin, la NAF732. Parmi les secteurs d'activité, figure le secteur *Activités des agences de travail temporaire* qui permet d'apprécier, en cohérence avec le volume d'emplois salariés privés, le poids des emplois intérimaires.

S'il ne s'agit pas ici de prétendre comptabiliser avec précision le poids de l'intérim dans l'emploi du territoire, il est intéressant de constater que celui-ci pèse structurellement moins dans la zone d'emploi qu'en moyenne au niveau national. Ce moindre recours à l'intérim pourrait être mis en relation avec la structure de spécialisation présente très affirmée du territoire, sphère qui regroupe des secteurs d'activité ayant beaucoup moins recours à l'intérim que les secteurs de l'industrie ou de la logistique (pourtant très présents sur le territoire) qui composent la sphère productive concurrentielle (cf. supra).

En tendance, les données nous montrent la forte volatilité de l'emploi intérimaire qui a subi lourdement les effets de la crise de 2008 (crise financière) et de 2011 (crise des dettes souveraines). Il a entamé son redressement à partir de 2014 pour dépasser son niveau maximal de 2007 à partir de 2017. Il aura fallu 10 ans pour que le stock d'emplois intérimaires d'avant la « Grande récession » se reconstitue. Et on notera une baisse des effectifs en fin de période, entre 2018 et 2019.



# Caractéristiques des intérimaires du territoire

Une approche à l'individu au lieu de résidence : l'approche parcours



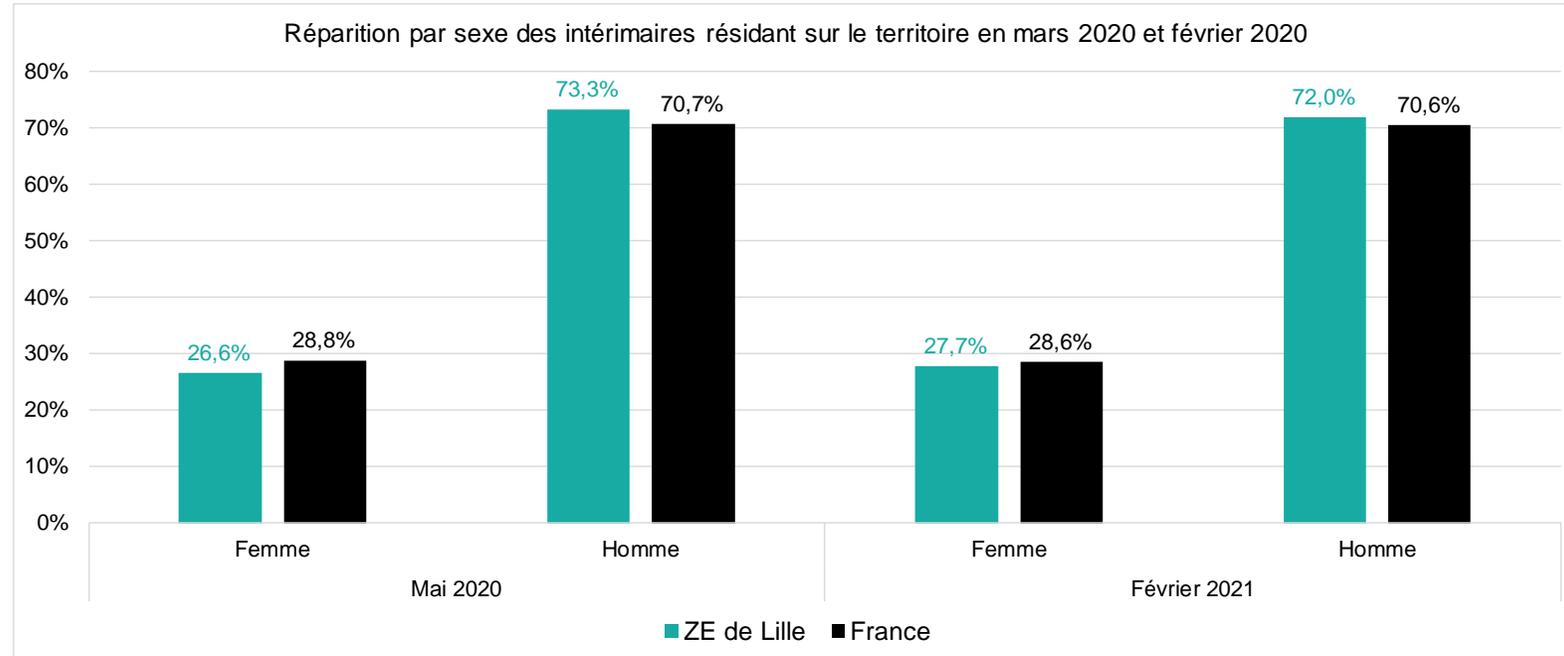
# Caractéristiques des intérimaires en contrat de travail temporaire

## Par sexe : un profil marqué par une surreprésentation des hommes

### Répartition des intérimaires par sexe en mai 2020 et février 2021

	Mai 2020			Février 2021		
	Femme	Homme	Inconnu	Femme	Homme	Inconnu
ZE de Lille	1 229	3 383	3	1 728	4 482	19
France	229 837	563 182	3 671	314 936	776 843	9 028

Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement



Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement

*Avertissement : en raison d'une certaine instabilité des données dans le courant de l'année 2020, nous ne procéderons qu'à une mise en perspective temporelle de la structure des intérimaires entre mai 2020 et février 2021 dans ce chapitre.*

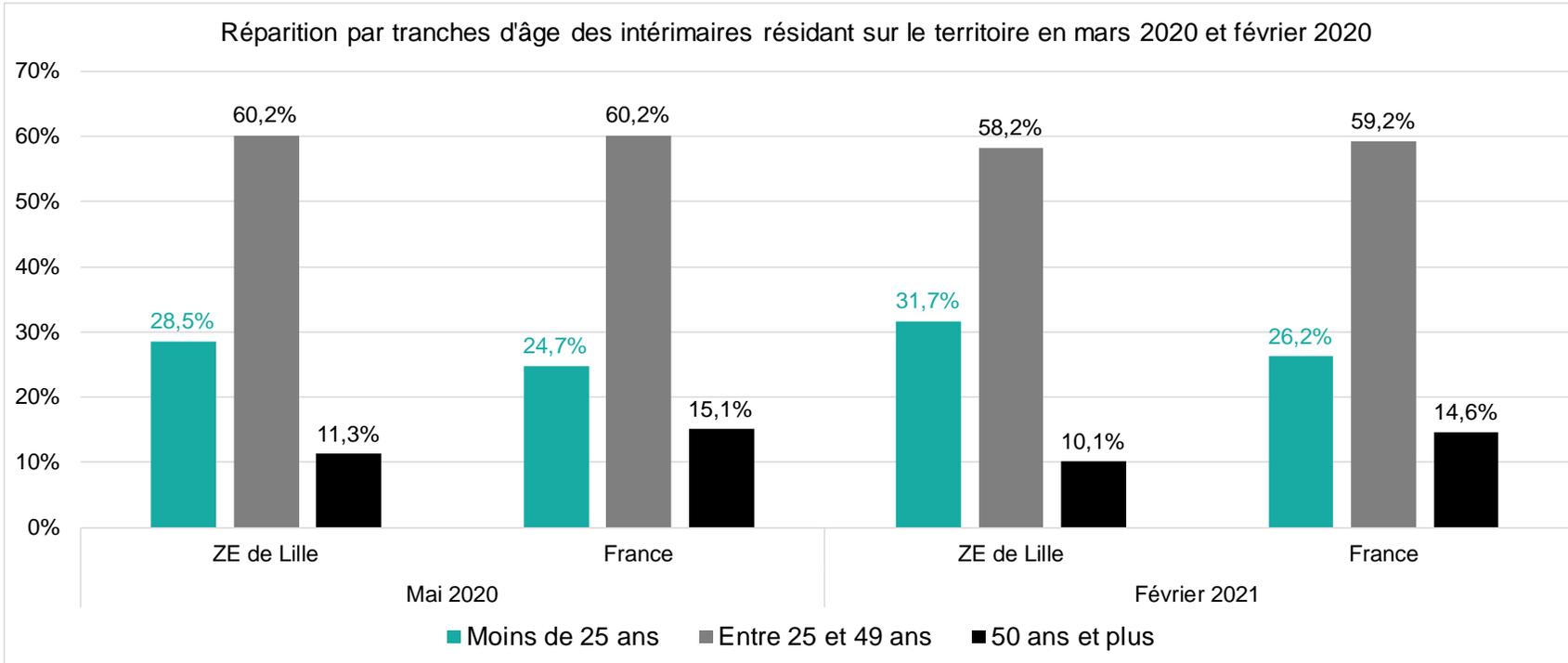
La proportion de femmes parmi les intérimaires résidants dans la zone d'emploi de Lille apparaît légèrement inférieure à ce que l'on peut observer au niveau national : « seulement » 27,7 % des intérimaires qui résident sur le territoire sont des femmes contre 28,6 % en moyenne à l'échelle nationale.

On remarquera cependant que la part des femmes a augmenté de plus d'un point dans la Zone d'emploi de Lille quand elle diminuait légèrement en moyenne au niveau national. Si l'intérim semble légèrement se féminiser entre mai 2020 et février dans la zone d'emploi, le profil type de l'intérimaire local reste encore, comme au niveau national, très masculin.

# Caractéristiques des intérimaires en contrat de travail temporaire

## Par âge : un profil marqué par une surreprésentation des jeunes

Répartition par tranches d'âge des intérimaires résidant sur le territoire en mars 2020 et février 2021



Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement

La structure par âge des intérimaires qui résident sur le territoire se distingue de celle observée en moyenne au niveau national par la relative jeunesse de ces derniers.

Effectivement, si la part des intérimaires de 25-50 ans apparaît localement plutôt proche de celle observée à l'échelle nationale, celle des jeunes s'élève localement à 31,7 % contre 26,2 % en moyenne tandis que celle des plus de 50 ans dépasse à peine 10 % contre 14,6 % (données au 1<sup>er</sup> février 2020).

La part des moins de 25 ans dans les intérimaires a même eu tendance à sensiblement augmenter localement entre mai 2020 et février 2021 alors qu'elle tendait à plutôt diminuer au niveau national.

# Caractéristiques des intérimaires en contrat de travail temporaire

## Répartition des intérimaires en fonction du temps de travail dans le mois

### Répartition des intérimaires en fonction du temps de travail dans le mois en mai 2020 et février 2021

	Mai 2020		Février 2021	
	ZE de Lille	France	ZE de Lille	France
Moins de 7h	9,4%	8,7%	7,4%	7,0%
entre 7h et 21h	6,7%	7,7%	6,6%	6,9%
entre 21h et 35h	6,0%	6,7%	5,5%	6,0%
entre 35h et 70h	15,4%	15,1%	14,0%	13,6%
entre 70h et 105h	13,2%	13,6%	13,5%	13,2%
Plus de 105h	49,3%	48,4%	52,9%	53,2%

Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement

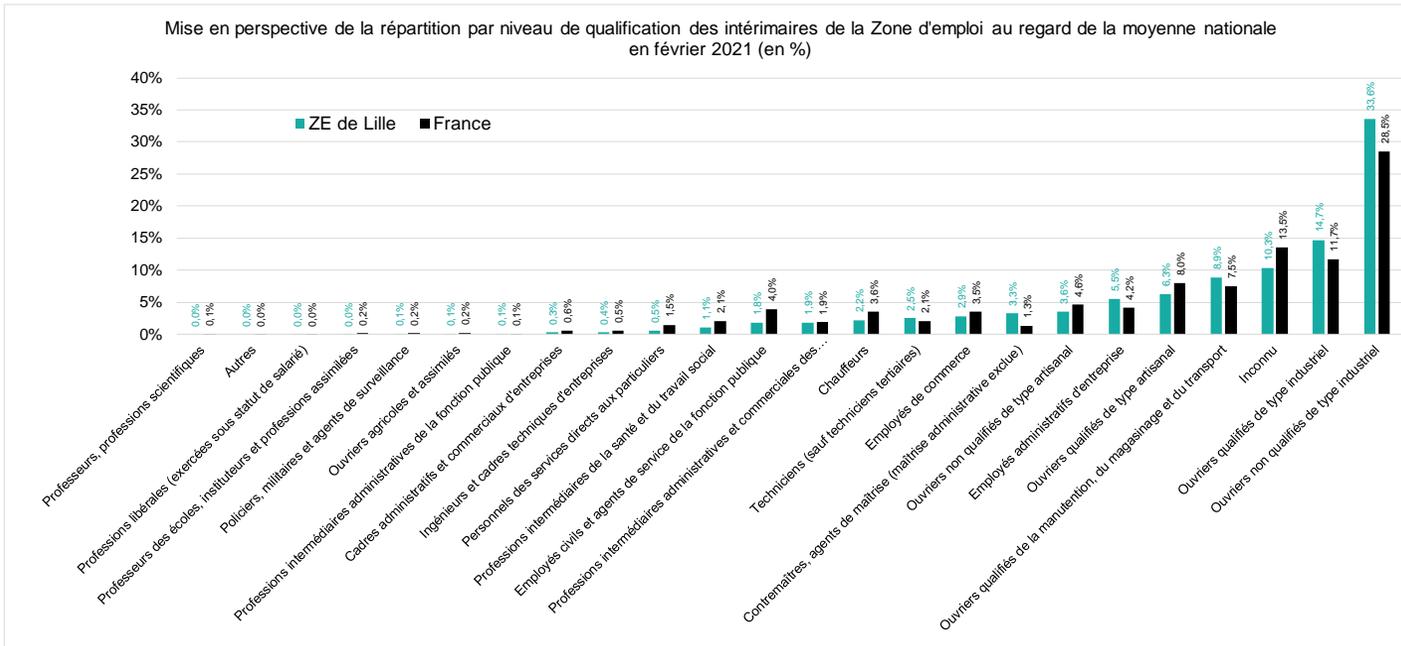
La répartition des intérimaires du territoire en fonction de leur temps de travail dans le mois apparaît relativement conforme à ce que l'on peut observer au niveau national.

Parmi les faits les plus notables, on pourra observer que :

- la part des intérimaires ayant travaillé moins de 7 heures demeure localement légèrement supérieure à la moyenne (7,4 % contre 7 % au niveau national) ;
  - la majorité des intérimaires du territoire travaille plus de 105 heures par mois (52,9 % contre 53,2 % en moyenne au niveau national) ;
  - en tendance, on observera que la répartition des intérimaires en fonction de leur durée mensuelle de travail a évolué avec la crise dans la zone d'emploi. Si la part des intérimaires travaillant un nombre d'heure réduit dans le mois a plutôt eu tendance à diminuer, celle des intérimaires travaillant plus de 105 heures a augmenté. Elle reste cependant moins élevée qu'en moyenne.
- 

# Caractéristiques des intérimaires en contrat de travail temporaire

## Répartition des intérimaires en fonction de leur niveau de qualification



Il convient d'être prudent quant aux conclusions que l'on pourrait tirer de la répartition des intérimaires par niveau de qualification à l'échelle de la ZE de Lille dans la mesure où la catégorie Inconnu pèse d'un poids encore relativement élevé. Elle regroupe à elle seule un peu plus de 10 % de la population intérimaire de la zone d'emploi en février 2021. En dépit de ce biais, il reste malgré tout possible de disposer d'ordres de grandeur robustes pour analyser le profil en qualification de la population intérimaire qui réside sur le territoire de la zone d'emploi et observer son évolution depuis mai 2020.

Les deux tableaux ci-contre permettent d'observer les faits suivants :

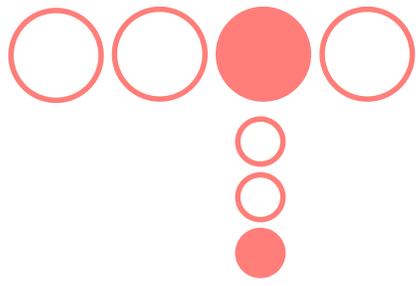
- le niveau de qualification *Ouvriers non qualifiés de type de industriel* est de très loin le plus représenté localement. Il regroupe plus de 33 % de la population intérimaire de la zone d'emploi contre 28,5 % en moyenne en France ;
- Arrive ensuite le niveau *Ouvriers qualifiés de type industriel* qui concentre 14,7 % de la population intérimaire locale en février 2021, soit là encore une part supérieure à celle observée en moyenne nationale (11,7 %) ;
- Viennent ensuite les niveaux *Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport* qui regroupe encore 8,9 % de la population intérimaire et dans une moindre mesure *Ouvriers qualifiés de type artisanal* (6,3% de la population intérimaire intérimaires) et *Employés administratifs d'entreprise* (5,5 %).

La structure en qualification de la population intérimaire de la zone d'emploi semble avoir légèrement évolué avec la crise. Si d'un côté, le poids des populations intérimaires *Employés administratif d'entreprises* et dans une moindre mesure *Contremaître, agents de maîtrise* a progressé de manière notable (+ 2,3 points et + 1,6 points), celui des *Ouvriers non qualifiés de type industriel* et *Ouvriers qualifiés de type industriel* a diminué de manière significative (-1,6 point et - 1,5 point).

### Part et évolution du poids de la population intérimaire par niveau de qualification entre mai 2020 et février 2021 (en %)

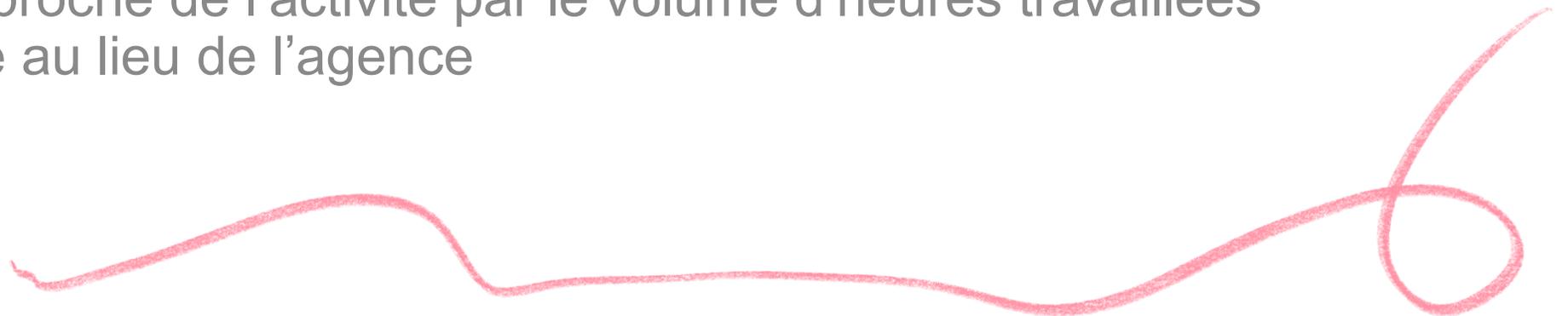
	Mai 2020	Février 2021	Evo. ZE de Lille	Evo. France
Ouvriers non qualifiés de type industriel	35,2%	33,6%	-1,6%	-0,5%
Ouvriers qualifiés de type industriel	16,2%	14,7%	-1,5%	-0,4%
Inconnu	12,5%	10,3%	-2,2%	-1,8%
Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport	9,2%	8,9%	-0,3%	-0,5%
Ouvriers qualifiés de type artisanal	5,5%	6,3%	0,8%	1,2%
Employés administratifs d'entreprise	3,3%	5,5%	2,3%	0,3%
Ouvriers non qualifiés de type artisanal	3,7%	3,6%	-0,2%	0,7%
Contremaîtres, agents de maîtrise (maîtrise administrative exclue)	1,6%	3,3%	1,6%	-0,1%
Employés de commerce	2,8%	2,9%	0,0%	0,0%
Techniciens (sauf techniciens tertiaires)	2,6%	2,5%	0,0%	-0,2%
Chauffeurs	2,2%	2,2%	0,0%	0,0%
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	1,6%	1,9%	0,3%	0,0%
Employés civils et agents de service de la fonction publique	1,5%	1,8%	0,3%	0,8%
Professions intermédiaires de la santé et du travail social	0,5%	1,1%	0,5%	0,4%
Personnels des services directs aux particuliers	0,5%	0,5%	0,1%	0,4%
Ingénieurs et cadres techniques d'entreprises	0,5%	0,4%	-0,1%	-0,1%
Cadres administratifs et commerciaux d'entreprises	0,3%	0,3%	0,0%	-0,1%
Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Ouvriers agricoles et assimilés	0,1%	0,1%	0,0%	-0,2%
Policiers, militaires et agents de surveillance	0,2%	0,1%	-0,1%	0,0%
Professeurs des écoles, instituteurs et professions assimilées	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Professions libérales (exercées sous statut de salarié)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Professeurs, professions scientifiques	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>

Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement



# Les impacts de la crise sur la structure de l'activité intérimaire

Une approche de l'activité par le volume d'heures travaillées recensé au lieu de l'agence



# Les impacts de la crise sur l'activité intérimaire

## Evolution de l'activité intérimaire durant la crise (en volume d'heures)

### Répartition du volume d'heures travaillées suivant la durée des missions en mai 2020 et février 2021

	Mai 2020		Février 2020	
	ZE de Lille	France	ZE de Lille	France
Moins de 1j	4,8%	5,1%	3,0%	2,5%
1j à 1 semaine	14,0%	14,9%	16,9%	16,9%
1 semaine à 2 semaines	8,4%	7,8%	13,0%	13,0%
2 semaines à 1 mois	22,3%	22,6%	27,8%	28,6%
1 à 3 mois	12,5%	17,0%	20,8%	24,8%
3 à 6 mois	7,8%	7,7%	8,0%	5,9%
6 à 12 mois	12,1%	11,5%	3,4%	2,9%
+ de 12 mois	18,1%	13,4%	7,0%	5,5%

Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement

En février 2021, presque la moitié du volume d'heures intérimaires est réalisée dans le cadre de missions d'une durée comprise entre 2 semaines et 1 mois (27,8 %) et de 1 à 3 mois (20,8 %). Soit des proportions assez plutôt supérieures à de celles observées au niveau national bien qu'en peu en dessous.

A contrario, le poids de l'activité réalisée en missions longue apparaît localement nettement plus important qu'en moyennes au niveau national (8 % en missions de 3 à 6 mois contre 5,9 % et 7 % contre 5,5 % pour les missions de + de 12 mois).

En tendance, on relèvera que si la part du volume d'heures travaillées dans le cadre de missions courtes a eu tendance à fortement augmenter dans la zone d'emploi (excepté pour les missions de moins d'un jour), celles d'une durée intermédiaire (2 semaines à 6 mois) a fortement augmenté tandis que celle de longue durée a eu plutôt tendance à fortement diminuer (par exemple la part du volume d'heures travaillées dans le cadre de missions de plus de 12 mois est passée de 18,1 % en mai 2020 à 7 % en février 2021).



# Les impacts de la crise sur l'activité intérimaire

## Evolution de la part des intérimaires en CDI Intérimaires entre mai 2020 et février 2021

Poids et évolution de la part des intérimaires en CDI Intérimaires en mai 2020 et février 2021

	Mai 2020	Février 2021	Evo. mai - février
ZE de Lille	9,2%	6,5%	-2,7%
Hauts-de-France	9,3%	7,7%	-1,6%
France	6,4%	5,2%	-1,2%

Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement

Lecture : En février 2021, la part des intérimaires de la ZE de Lille dans la population intérimaire s'élevait à 6,5 % contre 7,7 % dans les Hauts-de-France. Elle a diminué de - 2,7 points de % sur la période...

Nettement supérieure à la moyenne nationale, la part des intérimaires en CDII de la zone d'emploi a sensiblement diminué entre mai 2020 et février 2021 (- 2,7 points contre - 1,2 point au niveau national). Leur part est ainsi passée de 9,2 % à 6,5 %.

En dépit de leur baisse plus intense, la part de la population intérimaire en CDII de la zone d'emploi apparaît toujours supérieure à celle observée en moyenne au niveau national (6,5 % contre 5,2 %).



# Les impacts de la crise sur l'activité intérimaire

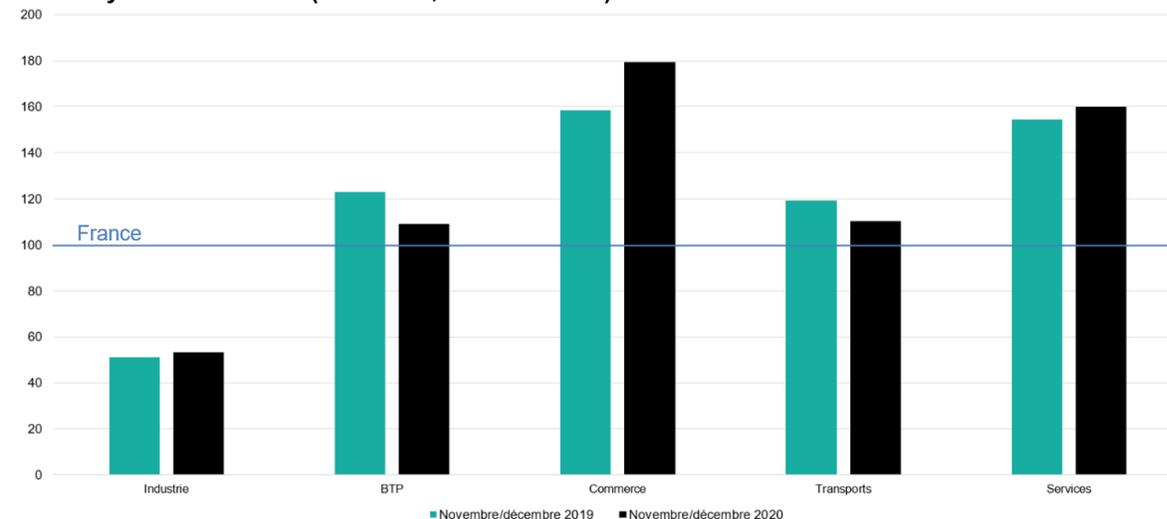
## Evolution du poids de l'activité intérimaire par secteur d'activité durant la crise (en équivalent temps plein) par grands secteurs d'activité

Evolution de l'activité intérimaire par rapport au même mois de l'année précédente entre 2019 et 2020 (en volume d'heures rapporté en équivalent temps plein)

	Novembre/décembre 2019		Novembre/décembre 2020	
	ZE de Lille	France	ZE de Lille	France
Industrie	22,1%	43,4%	22,1%	41,6%
BTP	15,6%	12,7%	12,9%	11,8%
Commerce	15,9%	10,1%	16,9%	9,4%
Transports	19,7%	16,6%	24,2%	22,0%
Services	26,3%	17,0%	23,9%	15,0%

Source : Baromètre Prism'emploi

Répartition de l'activité intérimaire par secteur d'activité dans la zone d'emploi de Lille comparée à la moyenne nationale (en indice, France = 100)



Source : Baromètre Prism'emploi

La structure sectorielle de l'activité intérimaire à l'échelle de la zone d'emploi de Lille se distingue assez nettement de celle observée en moyenne à l'échelle nationale :

- que ce soit avant ou depuis le démarrage de la crise, l'activité intérimaire dans l'industrie apparaît sur le territoire deux fois moins importante qu'en moyenne au niveau national. Elle représente « seulement » 22,1 % de l'activité intérimaire dans la zone d'emploi contre 41,6 % au niveau national en novembre/décembre 2020 ;
- le poids relatif des autres secteurs dans l'activité intérimaire locale apparaît en revanche supérieure à la moyenne nationale. Ceci est particulièrement marqué pour le secteur du commerce (16,9 % de l'activité intérimaire contre 9,4 % au niveau national) et celui des services (23,9 % contre 15 %).

Sous le poids de la crise, la structure sectorielle de l'activité intérimaire de la ZE de Lille a sensiblement été modifiée entre novembre/décembre 2019 et novembre/décembre 2020, ce dans des proportions assez conformes à ce qui a pu être observé au niveau national. Si la part de l'activité intérimaire dans l'industrie et le commerce est restée relativement stable, le poids du BTP et des services a fortement diminué tandis que celui des transports progressait sensiblement, de manière assez conforme à ce qui s'observe au niveau national.

On relève ici sans doute, indépendamment de la crise, l'influence de l'affirmation progressive et continue de l'orientation présente du tissu productif local, de plus en portée par les forces de la consommation et de moins en moins par sa capacité productive (cf. supra l'affirmation du profil présentiel du tissu productif local sur le temps long).

# Les impacts de la crise sur l'activité intérimaire

## Evolution de l'activité intérimaire durant la crise (en équivalent temps plein)

Evolution de l'activité intérimaire par rapport au même mois de l'année précédente entre 2019 et 2020 (en volume d'heures rapporté en équivalent temps plein)

	janv-20	févr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20
<b>Total ZE de Lille</b>	<b>-7,1%</b>	<b>-10,5%</b>	<b>-47,0%</b>	<b>-35,3%</b>	<b>-10,3%</b>	<b>-6,4%</b>	<b>-10,3%</b>	<b>-0,6%</b>	<b>-20%</b>	<b>-12,2%</b>
<b>Total France</b>	<b>-7,0%</b>	<b>-4,7%</b>	<b>-47,2%</b>	<b>-38,8%</b>	<b>-25,9%</b>	<b>-19,4%</b>	<b>-16,0%</b>	<b>-10,2%</b>	<b>-14,4%</b>	<b>-11,5%</b>
Industrie ZE de Lille	0,6%	-11,1%	-50,8%	-41,2%	-32,0%	-24,4%	-17,4%	-16,8%	-16%	-16,6%
Industrie France	-14,2%	-9,0%	-47,8%	-43,1%	-31,1%	-24,2%	-20,7%	-14,9%	-16,0%	-17,1%
BTP ZE de Lille	-11,0%	-9,0%	-64,2%	-44,1%	-15,2%	-16,7%	-21,0%	-15,2%	-34%	-25,8%
BTP France	0,5%	-1,1%	-61,0%	-37,6%	-25,0%	-13,3%	-17,9%	-15,6%	-19,7%	-18,7%
Commerce ZE de Lille	-1,2%	-4,5%	-42,5%	-16,2%	29,1%	30,1%	20,8%	34,1%	-15%	-8,2%
Commerce France	-2,9%	-3,8%	-43,6%	-29,4%	-15,8%	-8,6%	-8,8%	-6,8%	-26,3%	-11,0%
Transports ZE de Lille	-7,5%	-20,3%	-22,2%	-12,3%	2,5%	11,2%	3,6%	29,3%	-2%	7,9%
Transports France	3,0%	4,2%	-25,4%	-18,8%	-11,1%	-11,7%	7,6%	15,0%	13,8%	17,0%
Services ZE de Lille	-14,9%	-8,0%	-52,0%	-45,4%	-11,9%	-17,2%	-23,1%	-13,8%	-28%	-19,0%
Services France	-1,0%	-2,2%	-53,3%	-48,3%	-30,5%	-24,8%	-24,4%	-15,5%	-24,7%	-22,3%

Source : Baromètre Prism'emploi

Note : Les données de mars et avril ne sont pas présentées pour des raisons méthodologiques

Les données fournies par Prism'emploi permettent de réaliser une première analyse des impacts de la crise sur l'activité intérimaire à l'échelle de la zone d'emploi de Lille.

Si la baisse de l'activité est constante entre les mois de l'année 2020 et ceux de 2019, on notera qu'elle apparaît globalement moins intense localement qu'en moyenne au niveau national (excepté pour les mois de février et de novembre). Comme au niveau national, le ralentissement de l'activité a atteint son paroxysme durant les mois de mai et juin, conséquence évidente du premier confinement.

Sur le plan sectoriel, on relèvera les faits suivants :

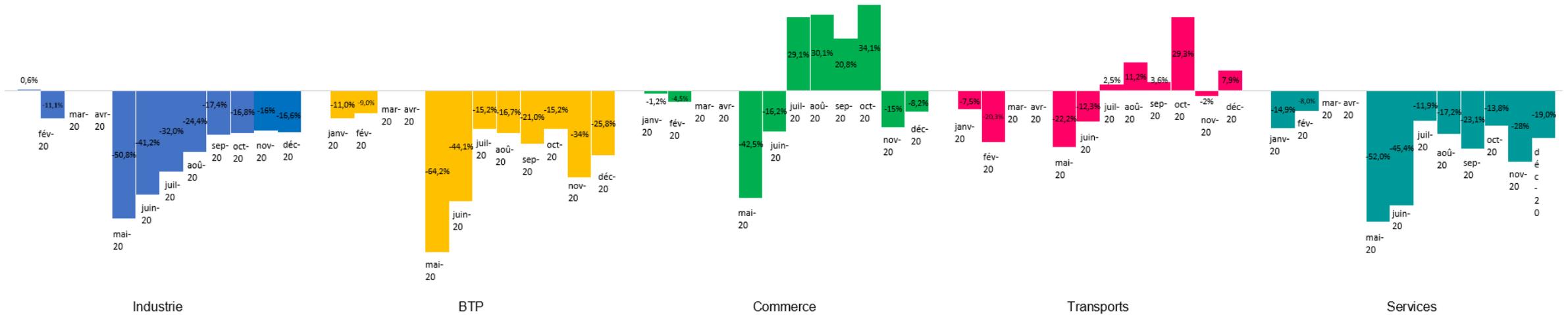
- tous les secteurs d'activité ont été fortement impactés ;
- l'activité dans le secteur du commerce a néanmoins très fortement rebondi en juillet, août, septembre et octobre dans la ZE en dépit d'un contexte national particulièrement baissier. Ce rebond s'explique sans doute pour partie par le déconfinement mais surtout l'essor du e-commerce (secteur de la vente à distance), secteur très développé sur le territoire (avec la présence de La Redoute par exemple) ;
- l'activité dans le secteur des transports a elle-aussi retrouvé un certain élan entre juillet et octobre, dans un contexte national plutôt défavorable (juillet et août). Ce regain est sans doute à associer à l'essor du e-commerce qui s'appuie sur les plateformes logistiques du territoire.

# Les impacts de la crise sur l'activité intérimaire

## Evolution de l'activité intérimaire durant la crise (en équivalent temps plein) par grands secteurs d'activité

### Evolution sectorielle mensuelle pour la zone d'emploi Lille

(chaque mois est comparé au même mois de l'année précédente)



La vue d'ensemble de la dynamique sectorielle de l'activité intérimaire dans le courant de l'année 2020 nous permet de percevoir plus aisément les impacts de la crise à l'échelle de la zone d'emploi et de distinguer des trajectoires sectorielles spécifiques.

- l'activité intérimaire dans l'**industrie**, bien que toujours en baisse entre décembre 2019 et décembre 2020, semble s'être redressée localement de manière continue. Elle n'est plus inférieure « que » de 16,6 % à son niveau d'avant crise (décembre 2019) en décembre 2020 ;
- l'activité intérimaire dans le **BTP** a suivi une courbe en U inversée. Très impactée en début de crise (c'est le secteur qui apparaît le plus impacté au mois de mai avec une baisse de l'activité intérimaire de - 64,2 %), la situation se redresse entre juillet et octobre tout en restant sensiblement à la baisse au regard de 2019 puis se détériore à nouveau avec le second confinement en novembre et décembre. L'activité intérimaire dans le BTP reste inférieure de plus d'un quart à son niveau d'avant crise en décembre 2020. C'est le secteur qui reste le plus impacté ;
- l'activité intérimaire dans le **commerce** a suivi nous l'avons dit une trajectoire singulière dans le territoire au regard de la tendance nationale mais aussi au regard des autres secteurs d'activité. Très impactée en mai et plus modérément en juin, l'activité redémarre très fortement entre juillet et octobre pour enregistrer des niveaux bien supérieurs à ceux observés dans le courant de l'année 2019. Puis elle chute à nouveau en novembre et décembre sous l'effet sans doute du 2<sup>nd</sup> confinement et malgré la période de Noël ;
- l'activité intérimaire dans le secteur des **transports** est celle qui apparaît la moins impactée, avec le commerce, à l'échelle du territoire. Marquée par une baisse sensible de l'activité dès février (c'est-à-dire avant crise), qui se maintient à peu près au même niveau en mai 2020, elle profite d'un ralentissement de la baisse dès juin et d'un véritable redressement entre juillet et octobre, période durant laquelle le niveau d'activité de 2020 dépasse celui de 2019. Ce secteur est le seul à disposer d'un niveau d'activité en décembre 2020 supérieur à celui de décembre 2019 ;
- L'activité intérimaire dans le secteur des **services** a suivi une trajectoire relativement proche de celle du BTP. Très impactée à la baisse en mai et juin, la baisse ralentit en juillet pour augmenter de manière quasi-continue jusqu'en novembre (hormis en octobre où la baisse ralentit). Le niveau d'activité en décembre 2020 se trouve inférieur de presque 20 % au niveau d'avant crise (décembre 2019).

# Les impacts de la crise sur l'activité intérimaire

## Les principaux secteurs d'activité (à la nomenclature d'activité la plus fine – NAF700) dans lesquels travaillent les intérimaires de la zone de l'emploi

Les secteurs d'activité qui généraient le plus d'activité intérimaire dans la ZE de Lille en février 2021 (en % du volume d'heures)

	Mai 2020	Février 2021	Evo. ZE de Lille	Evo. France
Inconnu	16,8%	13,4%	-3,4%	-2,3%
Activités des agences de travail temporaire	14,3%	8,7%	-5,7%	-2,8%
Entreposage et stockage non frigorifique	6,3%	5,5%	-0,8%	-0,1%
Construction d'autres bâtiments	1,6%	2,2%	0,6%	0,3%
Activités de poste dans le cadre d'une obligation de service universel	1,9%	2,2%	0,3%	0,6%
Travaux d'installation électrique dans tous locaux	1,2%	2,1%	0,9%	1,0%
Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	0,8%	2,1%	1,3%	0,5%
Affrètement et organisation des transports	2,5%	2,0%	-0,5%	-0,2%
Activités des sièges sociaux	1,4%	1,7%	0,4%	0,0%
Transports urbains et suburbains de voyageurs	1,2%	1,7%	0,4%	0,0%
Activités de centres d'appels	0,3%	1,6%	1,3%	0,1%
Activités hospitalières	0,9%	1,5%	0,6%	0,1%
Vente à distance sur catalogue spécialisé	1,3%	1,4%	0,1%	0,0%
Fabrication de pesticides et d'autres produits agrochimiques	3,1%	1,4%	-1,7%	0,0%
Messagerie, fret express	1,2%	1,3%	0,0%	0,1%
Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation	0,4%	1,3%	0,8%	0,4%
Fabrication d'articles métalliques ménagers	0,6%	1,2%	0,6%	0,1%
Traitement de données, hébergement et activités connexes	1,0%	1,1%	0,0%	0,0%
Transports routiers de fret interurbains	0,9%	1,0%	0,1%	0,1%
Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en grandes surfaces (400 m <sup>2</sup> et plus)	0,4%	1,0%	0,6%	0,1%
Autres intermédiations monétaires	1,3%	1,0%	-0,3%	-0,1%
Transports routiers de fret de proximité	0,9%	0,9%	0,0%	0,0%

Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement

Note : Les secteurs d'activité sont classés par ordre décroissant du volume d'heures travaillées en février 2021. Ne sont retenus ici que les principaux secteurs observés à l'échelle de la ZE

Lecture : 6,3 % du volume d'activité intérimaire comptabilisée dans la ZE de Lille en mai 2020 était concentrée dans le secteur *Entreposage et stockage non frigorifique*...

Il est possible grâce aux données de l'OIR et de la base de données S2H, de disposer d'une analyse sectorielle plus fine de l'activité intérimaire durant la crise. S'il convient là encore d'être prudent quant aux conclusions que l'on pourrait tirer de la répartition de l'activité intérimaire par secteurs d'activité à l'échelle de la ZE de Lille dans la mesure où la catégorie *Inconnu* pèse d'un poids élevé, elles nous permettent de disposer d'ordres de grandeur robustes.

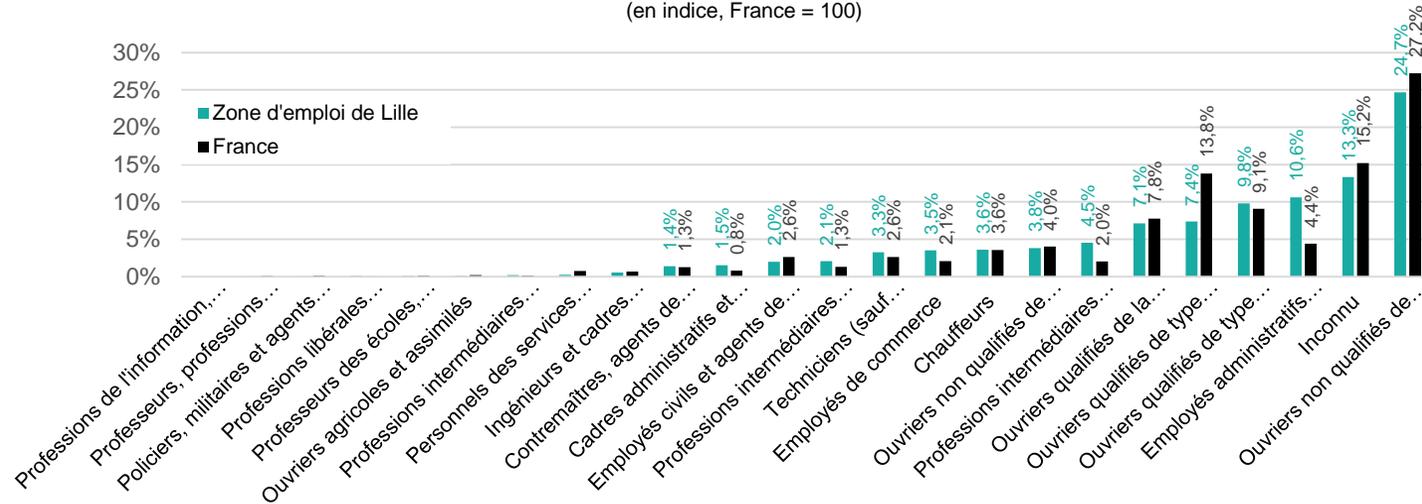
Le tableau ci-contre nous permet d'observer que :

- derrière le secteur *Activités des agences de travail temporaire*, c'est le secteur d'activité *Entreposage et stockage non frigorifique* qui concentre le plus important volume d'heures travaillées en février 2021 à l'échelle de la zone d'emploi. On notera que sa part dans le volume d'heures travaillées a diminué de manière plus intense qu'en moyenne au niveau national en mai 2020 et février 2021 (- 0,8 % contre - 0,1 %) ;
- viennent derrière, dans des proportions assez proches, 5 secteurs d'activité :
  - *Construction d'autres bâtiments*
  - *Activité de poste dans le cadre...*
  - *Travaux d'installation électrique...*
  - *Travaux de maçonnerie générale...*
  - *Affrètement et organisation des transports*
- que le secteur *Fabrication de pesticides et d'autres produits agrochimiques* demeure le seul secteur d'activité du territoire à avoir enregistré une forte baisse de son poids dans le volume d'heures travaillées (- 1,7 % de baisse).

# Les impacts de la crise sur l'activité intérimaire

## Volume d'activité intérimaire par qualification

Mise en perspective de la répartition de l'activité intérimaire par niveau de qualification en mai 2020 et février 2021  
2020 et février 2021  
(en indice, France = 100)



Toujours grâce aux données de l'OIR et de la base de données S2H, il est également possible de disposer d'une analyse de la répartition de l'activité intérimaire par niveau de qualification (avec les mêmes réserves méthodologiques que précédemment).

Les deux tableaux ci-contre nous permettent d'observer les faits suivants :

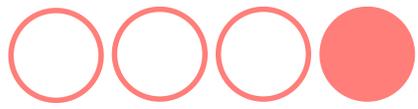
- le niveau de qualification le plus recherché en intérim sur la ZE de Lille demeure de très loin le niveau *Ouvriers non qualifiés de type industriel* qui concentre 24,7 % des heures travaillées en intérim en février 2021, soit une part néanmoins sensiblement inférieure à celle observée au niveau national (27,2 %) ;
- arrive en seconde position le niveau *Employés administratifs d'entreprise* qui concentre 10,6 % de l'activité intérimaire locale contre 4,4 % au niveau national. La sur-représentation de ce niveau de qualification dans l'activité intérimaire du territoire renvoie à la spécialisation très servicielle du tissu économique local ;
- puis les niveaux de qualification *Ouvriers qualifiés de type artisanal* et *Ouvriers qualifiés de type industriel* dont le poids apparaît nettement plus faible pour ces derniers qu'en moyenne au niveau national ;
- la structure en qualification de l'activité intérimaire locale a sensiblement évolué avec la crise. Sa transformation a été portée :
  - d'un côté par la baisse sensible du poids des *Ouvriers non qualifiés de type industriel*, des *Ouvriers qualifiés de type industriel* et des *Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises* (dont la part a diminué systématiquement plus rapidement qu'en moyenne au niveau national) ;
  - De l'autre par une progression significative de la part *Ouvriers qualifiés de type artisanal* (+ 3,5 % contre 2,2 % au niveau national) et des *Employés administratifs d'entreprise* (+ 1,9 % contre - 0,1 %).

### Evolution de la part de l'activité intérimaire par niveau de qualification dans la ZE de Lille entre mai 2020 et février 2021 (volume d'heures en %)

	Mai 2020	Février 2021	Evo. ZE de Lille	Evo. France
Ouvriers non qualifiés de type industriel	28,4%	24,7%	-3,7%	-0,8%
Inconnu	12,7%	13,3%	0,6%	-0,9%
Employés administratifs d'entreprise	8,7%	10,6%	1,9%	-0,1%
Ouvriers qualifiés de type artisanal	6,3%	9,8%	3,5%	2,2%
Ouvriers qualifiés de type industriel	6,8%	7,4%	0,6%	0,3%
Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport	9,6%	7,1%	-2,5%	-0,7%
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	6,2%	4,5%	-1,7%	-0,2%
Ouvriers non qualifiés de type artisanal	3,1%	3,8%	0,7%	0,7%
Chauffeurs	4,4%	3,6%	-0,8%	0,0%
Employés de commerce	2,4%	3,5%	1,1%	-0,1%
Techniciens (sauf techniciens tertiaires)	4,0%	3,3%	-0,7%	-0,3%
Professions intermédiaires de la santé et du travail social	1,4%	2,1%	0,6%	0,1%
Employés civils et agents de service de la fonction publique	1,6%	2,0%	0,4%	0,3%
Cadres administratifs et commerciaux d'entreprises	1,2%	1,5%	0,3%	-0,1%
Contremaîtres, agents de maîtrise (maîtrise administrative exclue)	1,3%	1,4%	0,1%	-0,1%
Ingénieurs et cadres techniques d'entreprises	0,8%	0,6%	-0,2%	-0,1%
Personnels des services directs aux particuliers	0,2%	0,3%	0,1%	0,1%
Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	0,2%	0,2%	0,0%	0,1%
Ouvriers agricoles et assimilés	0,0%	0,1%	0,1%	-0,2%
Professeurs des écoles, instituteurs et professions assimilées	0,0%	0,1%	0,1%	0,0%
Professions libérales (exercées sous statut de salarié)	0,1%	0,1%	0,0%	0,0%
Policiers, militaires et agents de surveillance	0,4%	0,0%	-0,4%	-0,1%
Professeurs, professions scientifiques	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%
Professions de l'information, des arts et des spectacles	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%

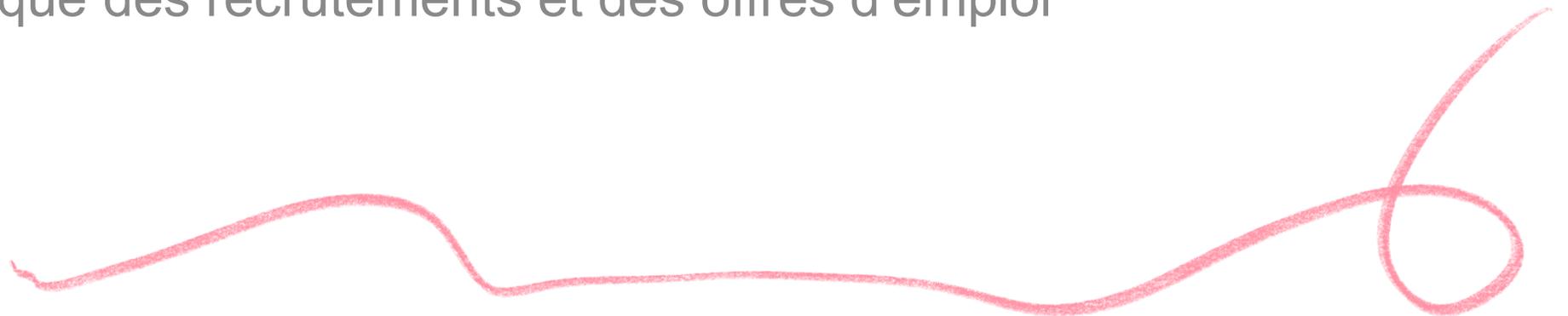
Source : Observatoire de l'intérim et du recrutement

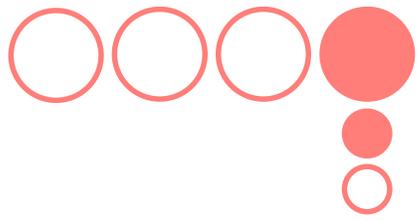
Note : Les qualifications sont classées par ordre décroissant du volume d'heures travaillées en février 2021 à l'échelle de la ZE de Lille



# Perspectives de recrutements pour une relance du marché du travail

Dynamique des recrutements et des offres d'emploi





# Les métiers les plus recherchés par les entreprises du territoire depuis le démarrage de la crise

Une approche par les offres d'emploi recensées par Adecco Analytics



# Dynamique des offres d'emploi depuis le démarrage de la crise

## Evolution des offres d'emploi par métier entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 et le 3<sup>ème</sup> trimestre 2020

Métiers qui sont les plus recherchés dans la zone d'emploi au regard des offres d'emploi recensées au 3<sup>ème</sup> trimestre 2020

Métiers	T4 2019	T1 2020	T2 2020	T3 2020
SUPPORT A L'ENTREPRISE	7 020	7 629	4 835	6 779
SERVICES A LA PERSONNE ET A LA COLLECTIVITE	2 569	2 991	2 434	3 451
TRANSPORT ET LOGISTIQUE	2 445	2 616	1 854	3 000
COMMERCE- VENTE ET GRANDE DISTRIBUTION	2 689	2 912	1 786	2 651
INDUSTRIE	2 306	2 370	1 689	2 377
CONSTRUCTION- BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	1 904	1 961	1 256	2 042
INSTALLATION ET MAINTENANCE	1 630	1 876	1 364	1 947
SANTE	872	1 134	1 083	1 399
BANQUE- ASSURANCE- IMMOBILIER	940	1 257	912	1 214
HOTELLERIE- RESTAURATION TOURISME LOISIRS ET ANIMATION	770	809	386	752
AGRICULTURE ET PECHE- ESPACES NATURELS ET ESPACES VERTS- SOINS AUX ANIMAUX	291	313	244	666
SPECTACLE	638	658	370	537
COMMUNICATION- MEDIA ET MULTIMEDIA	274	324	211	288
ARTS ET FACONNAGE D'OUVRAGES D'ART	12	14	8	22
<b>TOTAL</b>	<b>24 360</b>	<b>26 864</b>	<b>18 432</b>	<b>27 125</b>

Source : Adecco Analytics

Le nombre d'offres d'emploi recensé par Adecco à l'échelle de la zone d'emploi de Lille a de manière plutôt contre-intuitive progressé sensiblement entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 et le 3<sup>ème</sup> trimestre 2020. Il est passé de 24 360 au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 à 27 125 au 3<sup>ème</sup> trimestre 2020 après s'être effondré au 2<sup>ème</sup> trimestre (18 430 offres recensées), soit une hausse de 11,4 % légèrement inférieure à celle observée au niveau national (13,1 %).

Au 3<sup>ème</sup> trimestre, les métiers qui semblent les plus recherchés dans la zone d'emploi sont de très loin les métiers de Support à l'entreprise (6 779 offres) et dans une moindre mesure ceux de Services à la personne et à la collectivité (3 451), du Transport et de la logistique (2 651) et du Commerce – vente et grande distribution (2 651). L'industrie et le BTP arrivent derrière avec respectivement 2 377 offres et 2 042.

Evolution du nombre d'offres d'emploi par métier le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 et le 3<sup>ème</sup> trimestre 2020 dans la zone d'emploi

Métiers	Evolution	Evolution France
SERVICES A LA PERSONNE ET A LA COLLECTIVITE	882	34,3%
TRANSPORT ET LOGISTIQUE	555	22,7%
SANTE	527	60,4%
AGRICULTURE ET PECHE- ESPACES NATURELS ET ESPACES VERTS- SOINS AUX ANIMAUX	375	128,9%
INSTALLATION ET MAINTENANCE	317	19,4%
BANQUE- ASSURANCE- IMMOBILIER	274	29,1%
CONSTRUCTION- BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	138	7,2%
INDUSTRIE	71	3,1%
COMMUNICATION- MEDIA ET MULTIMEDIA	14	5,1%
ARTS ET FACONNAGE D'OUVRAGES D'ART	10	83,3%
HOTELLERIE- RESTAURATION TOURISME LOISIRS ET ANIMATION	-18	-2,3%
COMMERCE- VENTE ET GRANDE DISTRIBUTION	-38	-1,4%
SPECTACLE	-101	-15,8%
SUPPORT A L'ENTREPRISE	-241	-3,4%
<b>Total général</b>	<b>2 765</b>	<b>11,4%</b>

Source : Adecco Analytics

L'évolution des offres par métier entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 et le 3<sup>ème</sup> trimestre 2020 a été très hétérogène. Si le nombre d'offres des métiers de Services à la personne et à la collectivité (+ 882 offres), du Transport de la logistique (+ 555 offres) et de la Santé a fortement augmenté, ce à des rythmes localement supérieurs à la tendance nationale, d'autres sont plutôt en berne. Notamment les offres des métiers de Support à l'entreprise, qui s'ils restent les premiers métiers recherchés sur le territoire, ont connu la plus forte baisse (- 241 offres) avec les métiers du spectacle (- 101 offres) et dans une moindre mesure ceux du Commerce – vente et grande distribution (- 38 offres) et de l'Hôtellerie – restauration – tourisme – loisirs et animation (- 18 offres).

# Dynamique des offres d'emploi intérimaires depuis le démarrage de la crise

## Evolution des offres d'emploi intérimaires par métier détaillé entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 et le 3 trimestre 2020

Métiers qui sont les plus recherchés dans la zone d'emploi au regard des offres d'emploi recensées au 3<sup>ème</sup> trimestre 2020 : une approche plus détaillée

Métiers détaillés	T4 2019	T1 2020	T2 2020	T3 2020	Tx de visibilité T2 2020	Tx de visibilité France T2 2020
MAGASINAGE, MANUTENTION DES CHARGES ET DEMENAGEMENT	386	425	359	644	13,7%	16,4%
SECOND OEUVRE	328	323	309	376	64,6%	38,5%
TRAVAUX ET GROS OEUVRE	280	289	190	344	31,1%	34,3%
PERSONNEL DE CONDUITE DU TRANSPORT ROUTIER	136	145	153	306	21,1%	42,5%
SECRETARIAT ET ASSISTANCE	233	256	128	287	20,9%	20,1%
MECANIQUE, TRAVAIL DES METAUX ET OUTILLAGE	244	238	176	233	87,4%	30,7%
VEHICULES, ENGINs, AERONEFS	161	206	135	216	100,0%	100,0%
FORCE DE VENTE	180	185	81	205	22,5%	24,7%
TECHNICIENS DU SPECTACLE	197	210	120	175	100,0%	100,0%
EQUIPEMENTS DE PRODUCTION, EQUIPEMENTS COLLECTIFS	115	109	118	141	33,6%	52,8%
BOIS	126	116	102	138	72,0%	65,6%
COMPTABILITE ET GESTION	158	167	64	125	34,6%	36,4%
PRODUCTION	68	59	54	93	69,8%	100,0%
RESSOURCES HUMAINES	82	88	44	89	99,2%	96,5%
SOINS PARAMEDICAUX	63	85	69	82	25,3%	20,7%
ENTRETIEN TECHNIQUE	20	34	30	81	49,6%	40,5%
NETTOYAGE ET PROPRESSE INDUSTRIELS	46	59	41	65	2,2%	5,5%
PREPARATION ET CONDITIONNEMENT	57	64	31	55	39,2%	17,0%
GRANDE DISTRIBUTION	22	34	27	53	4,1%	8,8%
PERSONNEL D'ENCADREMENT	32	47	27	49	20,5%	28,9%
SYSTEMES D'INFORMATION ET DE TELECOMMUNICATION	62	80	30	47	100,0%	100,0%
TRAVAUX D'ACCES DIFFICILE	54	57	46	47	100,0%	100,0%
ALIMENTAIRE	44	40	37	42	20,6%	18,0%
CONCEPTION ET ETUDES	55	40	14	38	42,3%	64,3%
CONDUITE ET ENCADREMENT DE CHANTIER - TRAVAUX	19	28	11	37	26,5%	45,4%
AFFAIRES ET SUPPORT TECHNIQUE CLIENT	24	39	21	36	100,0%	100,0%
BANQUE	35	35	24	35	21,3%	39,7%
ELECTRONIQUE ET ELECTRICITE	39	25	24	35	51,9%	22,4%
ENGINS DE CHANTIER	12	21	5	35	17,5%	35,2%
QUALITE ET ANALYSES INDUSTRIELLES	32	39	25	34	30,5%	33,3%
ASSURANCE	18	21	16	33	82,3%	100,0%
CUIR ET TEXTILE	26	35	44	32	41,7%	63,8%
ESPACES NATURELS ET ESPACES VERTS	37	47	47	32	100,0%	81,0%
MONTAGE DE STRUCTURES	31	26	21	30	77,4%	50,7%
STRATEGIE COMMERCIALE, MARKETING ET SUPERVISION DES VENTES	39	37	19	30	100,0%	84,9%
COMMERCE NON ALIMENTAIRE ET DE PRESTATIONS DE CONFORT	11	20	14	29	1,3%	3,1%
CONTROLE PUBLIC	18	32	12	29	0,0%	0,0%
PRODUCTION CULINAIRE	35	19	10	28	10,7%	8,6%
TRAITEMENTS THERMIQUES ET TRAITEMENTS DE SURFACES	26	17	16	27	20,3%	14,5%
PROFESSIONNELS MEDICO-TECHNIQUES	14	30	11	26	38,9%	29,6%
PERSONNEL SEDENTAIRE DU TRANSPORT FERROVIAIRE ET RESEAU FILO GUIDE	55	35	23	22	0,0%	0,0%
PRATICIENS MEDICAUX	10	16	9	22	100,0%	59,4%
PROPRETE ET ENVIRONNEMENT URBAIN	8	19	17	20	9,4%	14,7%
<b>Total</b>	<b>3 971</b>	<b>4 249</b>	<b>2 943</b>	<b>4 792</b>	-	-

Source : Adecco Analytics

Le tableau ci-contre offre une représentation des offres d'emploi par métiers plus détaillée croisée avec leur taux visibilité des offres à l'échelle de la zone d'emploi mis en perspective avec le taux de visibilité des offres par métier au niveau national.

Sans rentrer dans les détails du tableau, on observera les faits structurants suivants :

- on retrouve bien parmi les principaux métiers recherchés les métiers du Transport et de la logistique, du BTP et de Support à l'entreprise ; métiers dont les offres apparaissent globalement très peu visibles ;
- le taux de visibilité des offres apparaît extrêmement variable d'un métier à l'autre. S'il apparaît localement maximal pour les métiers de conduite de Véhicules, engins et aéronefs, Techniciens du spectacle ou encore de Systèmes d'information et de télécommunication et de Travaux difficiles, il demeure très faible pour les métiers de Magasinage, Manutention des charges et déménagement (1<sup>er</sup> métier recherché sur le territoire), de Nettoyage et propreté industriels et de la Grande distribution par exemple...

# Dynamique des offres d'emploi intérimaires depuis le démarrage de la crise

## Evolution des offres d'emploi intérimaires par métier entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 et le 3<sup>ème</sup> trimestre 2020

Métiers qui sont les plus recherchés dans la zone d'emploi au regard des offres d'emploi recensées au 3<sup>ème</sup> trimestre 2020

Métiers	T4 2019	T1 2020	T2 2020	T3 2020
TRANSPORT ET LOGISTIQUE	638	679	584	1 057
CONSTRUCTION- BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	725	727	550	861
INDUSTRIE	660	667	500	673
SUPPORT A L'ENTREPRISE	587	653	293	594
INSTALLATION ET MAINTENANCE	352	411	336	491
COMMERCE- VENTE ET GRANDE DISTRIBUTION	227	257	131	298
SPECTACLE	198	214	121	181
SERVICES A LA PERSONNE ET A LA COLLECTIVITE	144	183	124	175
SANTE	101	145	106	151
AGRICULTURE ET PECHE- ESPACES NATURELS ET ESPACES VERTS- SOINS AUX ANIMAUX	111	109	101	125
BANQUE- ASSURANCE- IMMOBILIER	91	93	57	95
HOTELLERIE- RESTAURATION TOURISME LOISIRS ET ANIMATION	99	85	23	57
COMMUNICATION- MEDIA ET MULTIMEDIA	37	23	16	28
ARTS ET FACONNAGE D'OUVRAGES D'ART	1	3	1	6
<b>Total</b>	<b>3 971</b>	<b>4 249</b>	<b>2 943</b>	<b>4 792</b>

Source : Adecco Analytics

Evolution du nombre d'offres d'emploi en intérim par métier le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 et le 3<sup>ème</sup> trimestre 2020 dans la zone d'emploi

Métiers	Evolution	Evolution France
TRANSPORT ET LOGISTIQUE	419	65,7%
INSTALLATION ET MAINTENANCE	139	39,5%
CONSTRUCTION- BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS	136	18,8%
COMMERCE- VENTE ET GRANDE DISTRIBUTION	71	31,3%
SANTE	50	49,5%
SERVICES A LA PERSONNE ET A LA COLLECTIVITE	31	21,5%
AGRICULTURE ET PECHE- ESPACES NATURELS ET ESPACES VERTS- SOINS AUX ANIMAUX	14	12,6%
INDUSTRIE	13	2,0%
SUPPORT A L'ENTREPRISE	7	1,2%
ARTS ET FACONNAGE D'OUVRAGES D'ART	5	500,0%
BANQUE- ASSURANCE- IMMOBILIER	4	4,4%
COMMUNICATION- MEDIA ET MULTIMEDIA	-9	-24,3%
SPECTACLE	-17	-8,6%
HOTELLERIE- RESTAURATION TOURISME LOISIRS ET ANIMATION	-42	-42,4%
<b>Total</b>	<b>821</b>	<b>20,7%</b>

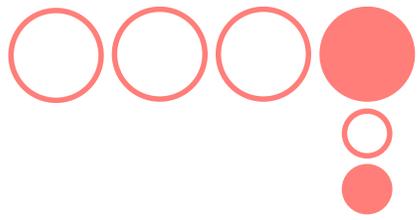
Source : Adecco Analytics

Si l'on « zoome » sur les offres d'emploi en contrat intérimaire qu'observe-t-on ?

Le nombre d'offres d'emploi en intérim recensé par Adecco à l'échelle de la zone d'emploi de Lille a de manière là-aussi plutôt contre-intuitive progressé entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 et le 3<sup>ème</sup> trimestre 2020. Il est passé de 3 971 offres au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 à 4 792 au 3<sup>ème</sup> trimestre 2020 après avoir fortement chuté au 2<sup>ème</sup> trimestre (2 943 offres recensées), soit une hausse de 20,7 % supérieure à celle observée au niveau national (17,4 %).

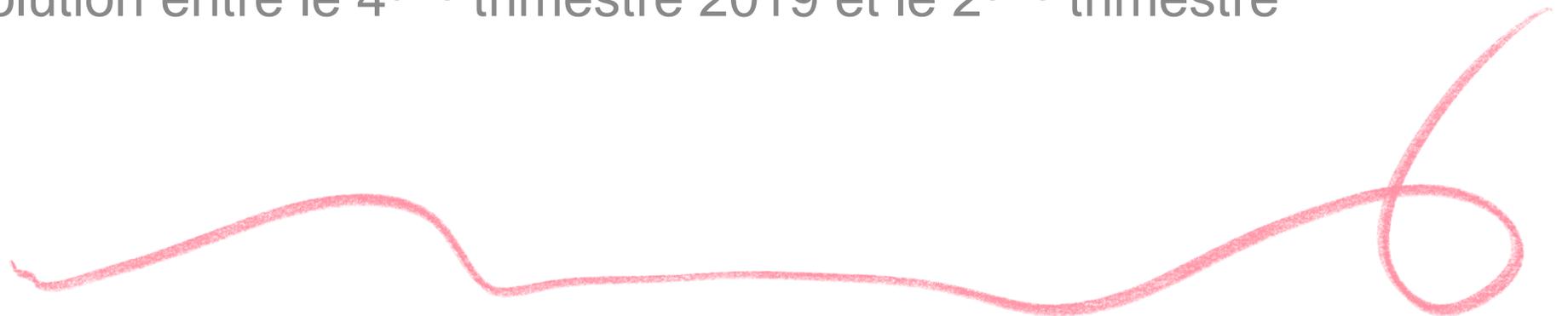
Au 3<sup>ème</sup> trimestre, les métiers en intérim qui semblent les plus recherchés dans la zone d'emploi sont de loin les métiers du Transport et de la logistique (1 057 offres), de la Construction (861 offres), de l'Industrie (673 offres) et dans une moindre mesure de Support à l'entreprise (594 offres). On voit que la hiérarchie des métiers recherchés n'est pas la même que pour l'approche agrégée pour tous les types de contrat.

Les métiers qui ont vu leur nombre d'offres progresser le plus rapidement entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 et le 3<sup>ème</sup> trimestre 2020 sont ceux du Transport et logistique (+ 419 offres supplémentaires) et dans une moindre mesure d'Installation et de maintenance (+ 139 offres) et de la Construction (+ 136 offres).



# Perspectives de recrutements

Une évolution entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2020



# Evolution des recrutements prévus dans les 12 mois prochains

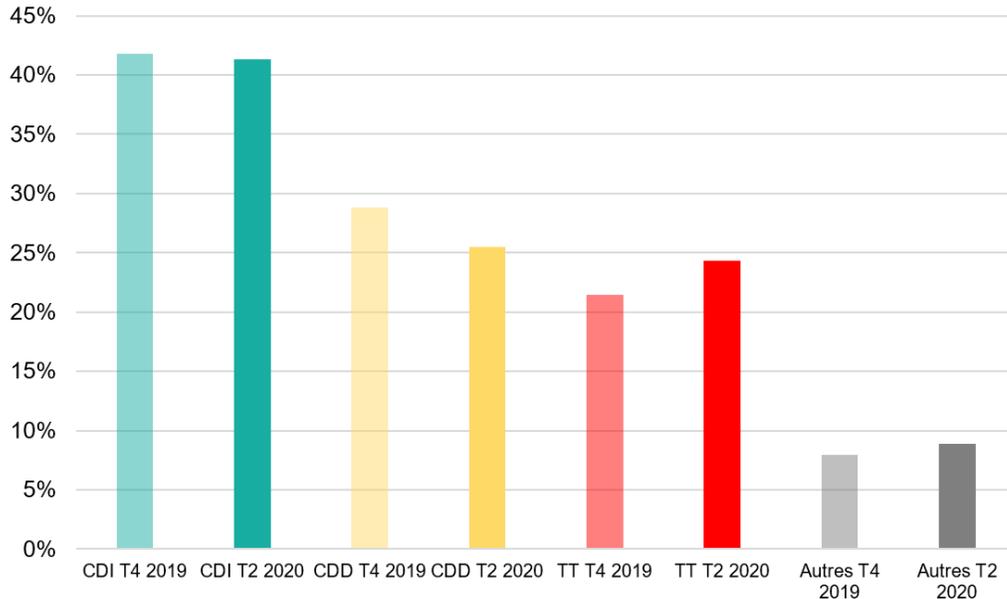
## Evolution par types de contrat entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2020

Evolution des recrutements prévus dans les 12 prochains mois par types de contrat entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2020 dans la zone d'emploi

Recrutements en...	4 <sup>ème</sup> trimestre 2019	2 <sup>ème</sup> trimestre 2020	Evolution		Evo. France	
CDI	24 429	17 379	-7 050	-28,9%	-859 957	-58,2%
CDD	16 873	10 720	-6 153	-36,5%	40 271	3,7%
Travail temporaire	12 558	10 231	-2 327	-18,5%	-89 356	-11,3%
Autres	4 654	3 740	-914	-19,6%	-59 674	-20,5%
<b>Total</b>	<b>58 514</b>	<b>42 069</b>	<b>-16 445</b>	<b>-28,1%</b>	<b>-968 716</b>	<b>-26,6%</b>

Source : Adecco Analytics

Poids des recrutements prévus dans les 12 prochains mois par types de contrat au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 et au 2<sup>ème</sup> trimestre 2020 dans la zone d'emploi



Source : Adecco Analytics

Sans surprise, les perspectives de recrutements dans les 12 prochains mois estimées à l'échelle de la Zone d'emploi de Lille par Adecco Analytics apparaissent très sensiblement en baisse entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 (avant crise) et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2020. Cette baisse apparaît de surcroît plus intense que celle observée au niveau national.

L'analyse par type de contrat est révélatrice de certaines spécificités locales :

- fortement à la baisse, les perspectives locales de recrutements en CDI le sont néanmoins nettement moins qu'au niveau national ;
- les perspectives de recrutements en CDD s'effondrent localement alors qu'elles tendent à plutôt s'améliorer sur la période au niveau national ;
- quant à celles du travail temporaire, elles se détériorent plus sensiblement localement qu'en moyenne.

Alors que le poids des recrutements en CDI dans l'ensemble des recrutements prévus demeure stable (et à un niveau plutôt conforme à la moyenne nationale : 41,3 % contre 42,2 %), celui des CDD diminue tandis que celui de l'intérim augmente nettement (21,5 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 contre 24,3 % au 2<sup>ème</sup> trimestre 2020).

Le rôle de l'intérim, en dépit de perspectives de recrutement plutôt à la baisse, devrait être de plus en plus structurant dans les mois à venir pour relancer le marché du travail local.

Compte tenu du contexte, il serait utile de procéder à une mise à jour régulière de ces informations pour confirmer cette hypothèse.

# Les secteurs d'activité qui pourraient recruter dans les mois à venir

## Nombre de recrutements envisageables dans les 12 prochains mois

Les secteurs d'activité qui pourraient recruter le plus dans les 12 prochains mois (données au 2<sup>ème</sup> trimestre 2020)

Secteurs d'activité	T4 2019	T2 2020	Evo. T4 2019 – T2 2020	Evo. France	
COMMERCE DE DÉTAIL, À L'EXCEPTION DES AUTOMOBILES ET DES MOTOCYCLES	4 714	3 990	-724	-15,4%	-11,6%
PROGRAMMATION, CONSEIL ET AUTRES ACTIVITÉS INFORMATIQUES	3 199	2 714	-485	-15,2%	-8,4%
TRAVAUX DE CONSTRUCTION SPÉCIALISÉS	3 724	2 703	-1 021	-27,4%	-27,3%
ACTIVITÉS DES SIÈGES SOCIAUX, CONSEIL DE GESTION	2 574	2 430	-144	-5,6%	4,0%
COMMERCE DE GROS, À L'EXCEPTION DES AUTOMOBILES ET DES MOTOCYCLES	2 514	2 299	-214	-8,5%	-16,6%
RESTAURATION	3 146	2 064	-1 082	-34,4%	-41,7%
TRANSPORTS TERRESTRES ET TRANSPORT PAR CONDUITES	2 650	1 882	-768	-29,0%	-16,5%
SERVICES RELATIFS AUX BÂTIMENTS ET AMÉNAGEMENT PAYSAGER	2 342	1 743	-599	-25,6%	-30,0%
ACTION SOCIALE SANS HÉBERGEMENT	2 788	1 501	-1 286	-46,1%	-36,0%
ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES ET AUTRES ACTIVITÉS DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES	1 838	1 326	-512	-27,8%	-17,4%
ENSEIGNEMENT	2 142	1 207	-935	-43,7%	-29,5%
ENQUÊTES ET SÉCURITÉ	1 215	1 165	-50	-4,1%	-17,9%
ENTREPOSAGE ET SERVICES AUXILIAIRES DES TRANSPORTS	1 640	1 127	-513	-31,3%	-23,3%
ACTIVITÉS POUR LA SANTÉ HUMAINE	1 695	1 077	-618	-36,5%	-7,2%
ACTIVITÉS D'ARCHITECTURE ET D'INGÉNIERIE, ACTIVITÉS DE CONTRÔLE ET ANALYSES TECHNIQUES	1 100	1 029	-71	-6,5%	-0,1%
CONSTRUCTION DE BÂTIMENTS	1 272	950	-321	-25,3%	-20,8%
COMMERCE ET RÉPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	881	909	28	3,2%	-17,6%
INDUSTRIES ALIMENTAIRES	1 014	879	-135	-13,3%	-20,4%
HÉBERGEMENT MÉDICO-SOCIAL ET SOCIAL	1 022	752	-270	-26,4%	-29,1%
ACTIVITÉS AUXILIAIRES DE SERVICES FINANCIERS ET D'ASSURANCE	563	717	154	27,3%	21,8%
ACTIVITÉS LIÉES À L'EMPLOI	796	673	-122	-15,4%	-26,4%
ACTIVITÉS DE LOCATION ET LOCATION-BAIL	773	601	-172	-22,3%	-24,2%
ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	635	583	-53	-8,3%	-4,5%
TÉLÉCOMMUNICATIONS	764	452	-312	-40,9%	-16,7%
ACTIVITÉS DES SERVICES FINANCIERS, HORS ASSURANCE ET CAISSES DE RETRAITE	941	443	-497	-52,9%	6,0%
ACTIVITÉS DE POSTE ET DE COURRIER	575	431	-143	-25,0%	-1,3%
AUTRES SERVICES PERSONNELS	612	418	-195	-31,8%	-42,3%
ACTIVITÉS JURIDIQUES ET COMPTABLES	416	388	-28	-6,8%	23,7%
RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE	306	379	73	23,7%	10,3%
INDUSTRIE CHIMIQUE	360	377	17	4,8%	-0,4%
COLLECTE, TRAITEMENT ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS, RÉCUPÉRATION	407	377	-30	-7,4%	-38,2%
ADMINISTRATION PUBLIQUE ET DÉFENSE, SÉCURITÉ SOCIALE OBLIGATOIRE	481	330	-151	-31,5%	34,1%
ACTIVITÉS CRÉATIVES, ARTISTIQUES ET DE SPECTACLE	1 020	328	-692	-67,8%	-72,0%
PUBLICITÉ ET ÉTUDES DE MARCHÉ	568	312	-256	-45,1%	5,6%
ACTIVITÉS DES ORGANISATIONS ASSOCIATIVES	1 537	289	-1 248	-81,2%	-59,1%
ACTIVITÉS SPORTIVES, RÉCRÉATIVES ET DE LOISIRS	582	277	-304	-52,3%	-51,2%
HÉBERGEMENT	363	217	-146	-40,3%	-51,6%
RÉPARATION ET INSTALLATION DE MACHINES ET D'ÉQUIPEMENTS	336	214	-121	-36,1%	-27,2%
ASSURANCE	297	207	-90	-30,4%	8,8%
GÉNIE CIVIL	470	205	-265	-56,4%	-29,2%
SERVICES D'INFORMATION	271	203	-68	-25,2%	-13,4%
CULTURE ET PRODUCTION ANIMALE, CHASSE ET SERVICES ANNEXES	302	190	-112	-37,1%	-86,9%
FABRICATION DE MACHINES ET ÉQUIPEMENTS N.C.A.	309	185	-124	-40,2%	-43,6%
IMPRIMERIE ET REPRODUCTION D'ENREGISTREMENTS	316	161	-154	-48,9%	-34,3%
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ, DE GAZ, DE VAPEUR ET D'AIR CONDITIONNÉ	267	130	-136	-51,2%	-17,0%
FABRICATION DE PRODUITS EN CAOUTCHOUC ET EN PLASTIQUE	258	128	-130	-50,5%	-47,6%
FABRICATION DE PRODUITS MÉTALLIQUES, À L'EXCEPTION DES MACHINES ET DES ÉQUIPEMENTS	297	102	-195	-65,6%	-47,6%

Source : Adecco Analytics

Dans les prévisions à 12 mois posées par Adecco au 2<sup>ème</sup> trimestre 2020, aucun secteur d'activité parmi les plus significatifs (c'est-à-dire qui pourraient proposer plus de 100 recrutements) n'affichait des perspectives de recrutement en croissance à l'exception, par ordre croissant, des secteurs :

- Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance (154 recrutements supplémentaires envisagés)
- Recherche et développement (73 recrutements supplémentaires envisagés)
- Commerce et réparation de motocycle (28 recrutements supplémentaires envisagés)
- Industrie chimique (17 recrutements supplémentaires envisagés)

Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2020, bien que marqués par des perspectives fortement en baisse, ce sont les secteurs d'activité suivants qui d'après Adecco qui auraient pu offrir les plus importantes perspectives de recrutements à 12 mois (évidemment les perspectives ont du fortement évoluer avec le second confinement notamment) :

- Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles qui pourrait proposer un peu moins de 4 000 recrutements en dépit d'une baisse significative et de surcroît plus intense que celle observée au niveau national (des perspectives locales en baisse de - 15,4 % contre - 11,6 % au niveau national). Ces perspectives rentrent parfaitement en écho avec l'orientation économique éminemment présente du tissu économique local, spécialisation, on ne le dit pas assez souvent, typique des territoires métropolitains, véritables pôles de consommation ;
- Programmation, conseil et autres activités informatiques (plus de 2 700 recrutements envisagés). Cette perspective est tout à fait intéressante dans l'optique de contribuer à relancer la dynamique productive concurrentielle du territoire pour maintenir à un niveau satisfaisant le poids de ses revenus productifs concurrentiels et éviter son enfermement dans une trop forte dépendance aux mécanismes de socialisation ;
- Travaux de construction spécialisés qui pourrait recruter plus de 2 700 personnes alors qu'avant la crise, au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019, les perspectives étaient beaucoup plus optimistes (plus de 3 700 recrutements étaient envisagés dans le secteur) ;

# Les secteurs d'activité qui pourraient recruter dans les mois à venir

## Nombre de recrutements envisageables en contrat de travail temporaire dans les 12 prochains mois

Les secteurs d'activité qui pourraient recruter le plus en contrat de travail temporaire dans les 12 prochains mois (données au 2<sup>ème</sup> trimestre 2020)

Secteurs d'activité	T4 2019	T2 2020	Evo. T4 2019 – T2 2020	Evo. France
TRANSPORTS TERRESTRES ET TRANSPORT PAR CONDUITES	1 210	1 051	-159	-13,2%
TRAVAUX DE CONSTRUCTION SPÉCIALISÉS	1 527	1 012	-515	-33,8%
ENTREPOSAGE ET SERVICES AUXILIAIRES DES TRANSPORTS	833	743	-90	-10,8%
SERVICES RELATIFS AUX BÂTIMENTS ET AMÉNAGEMENT PAYSAGER	626	674	47	7,5%
COMMERCE DE DÉTAIL, À L'EXCEPTION DES AUTOMOBILES ET DES MOTOCYCLES	560	530	-30	-5,4%
ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES ET AUTRES ACTIVITÉS DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES	510	465	-44	-8,7%
COMMERCE DE GROS, À L'EXCEPTION DES AUTOMOBILES ET DES MOTOCYCLES	525	434	-91	-17,3%
INDUSTRIES ALIMENTAIRES	440	390	-50	-11,3%
ENQUÊTES ET SÉCURITÉ	361	371	11	3,0%
ACTIVITÉS DE POSTE ET DE COURRIER	436	348	-88	-20,2%
INDUSTRIE CHIMIQUE	272	329	57	20,9%
ACTIVITÉS DES SIÈGES SOCIAUX, CONSEIL DE GESTION	433	322	-111	-25,7%
CONSTRUCTION DE BÂTIMENTS	465	299	-166	-35,6%
ACTIVITÉS DE LOCATION ET LOCATION-BAIL	239	205	-34	-14,1%
GÉNIE CIVIL	286	180	-106	-37,1%
COLLECTE, TRAITEMENT ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS, RÉCUPÉRATION	230	170	-60	-26,1%
PROGRAMMATION, CONSEIL ET AUTRES ACTIVITÉS INFORMATIQUES	159	159	-1	-0,4%
TÉLÉCOMMUNICATIONS	175	133	-42	-23,8%
ACTIVITÉS POUR LA SANTÉ HUMAINE	142	123	-19	-13,2%
ENSEIGNEMENT	162	118	-45	-27,5%
ACTIVITÉS LIÉES À L'EMPLOI	128	114	-13	-10,4%
FABRICATION DE MACHINES ET ÉQUIPEMENTS N.C.A,	129	114	-15	-11,7%
ACTIVITÉS DES SERVICES FINANCIERS, HORS ASSURANCE ET CAISSES DE RETRAITE	160	111	-50	-31,0%
RESTAURATION	185	110	-75	-40,4%
ACTIVITÉS D'ARCHITECTURE ET D'INGÉNIERIE, ACTIVITÉS DE CONTRÔLE ET ANALYSES TECHNIQUES	142	102	-40	-28,2%
Total	12 558	10 231	-2 327	-18,5%

Source : Adecco Analytics

Si l'on « zoome » sur l'intérim, la dynamique des perspectives de recrutements à 12 mois posées par Adecco à l'échelle de la zone d'emploi de Lille se distingue sensiblement de celle posée au niveau national. Effectivement, alors que les perspectives s'assombrissaient sensiblement localement entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2020, elles tendaient à fortement s'améliorer pour la France (- 18,5 % contre + 24,6 %).

Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2020, bien que marqués par des perspectives fortement en baisse, ce sont les secteurs d'activité suivants qui d'après Adecco auraient pu offrir les plus importantes perspectives de recrutements en intérim à 12 mois (évidemment les perspectives ont du fortement évoluer avec le second confinement notamment) :

- Transports terrestres et transport par conduite qui pourrait proposer un peu plus de 1 000 recrutements en dépit d'une baisse significative et de surcroît plus intense que celle observée au niveau national (des perspectives locales en baisse de - 13,2 % contre - 1,6 % au niveau national) ;
- Travaux de construction spécialisés : bien que très affecté (alors que les perspectives s'amélioreraient sur la période au niveau national), ce secteur aurait pu proposer plus de 1 000 recrutement lui aussi dans les 12 mois ;
- Entreposage et services auxiliaires des transports qui auraient pu proposer un peu moins de 750 recrutements ;